

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

3 MAI 2018

TOME I/II

Séance du 3 mai 2018

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2018/652
	Ordre du jour Conseil municipal	2018/653
	Emargement des Elus	2018/657
	Compte-rendu du Conseil municipal	2018/662
	Partie délibérations	
V2018-114	Election d'un nouvel Adjoint au Maire	2018/675
V2018-115	Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier	2018/677
V2018-116	Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie	2018/681
V2018-117	Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	2018/683
V2018-118	Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification	2018/692
V2018-119	PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola) - Restructuration des commerces Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2018/696
V2018-120	Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature	2018/699
V2018-121	Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone	2018/702
V2018-122	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault Préemption de la propriété PLANAS CANONGE - 18 rue des Alouettes	2018/704
V2018-123	FONCIER ZAC PORT MARIANNE - Régularisations foncières Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier	2018/707
V2018-124	FONCIER - Vente de locaux situés 51 cours Gambetta - Parcelle cadastrée IZ 122	2018/709

V2018-125	Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque	2018/711
V2018-126	Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous	2018/713
V2018-127	Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018	2018/716
V2018-128	Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018	2018/718
V2018-129	Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine - Remplacement du préau - Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/720
V2018-130	Ecole Léo Malet - Construction locaux scolaires -Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/722
V2018-131	Ecoles Aristote et Périclès-Changement de menuiseries extérieures - Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/724
V2018-132	Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier Cévennes - Autorisation d'urbanisme	2018/726
V2018-133	Ecole élémentaire Condorcet - Réfection partielle de la toiture Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/728
V2018-134	Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol - Installation de brise-soleils sur façades - Demandes d'autorisations d'urbanisme	2018/730
V2018-135	Ecole élémentaire Winston Churchill - Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes - Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/732
V2018-136	FITDAYS 2018 - Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations	2018/734
V2018-137	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage	2018/737
V2018-138	Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer	2018/739
V2018-139	Dénominations des voies et espaces publics	2018/741
V2018-140	Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle	2018/746
V2018-141	Crèche municipale Henri Salvador - Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS » à la société « LPCR DSP Montpellier »	2018/748
V2018-142	Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles	2018/750
V2018-143	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018	2018/753
V2018-144	Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité - des établissements de la petite enfance en 2018 - Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/755
V2018-145	Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions	2018/758

V2018-146	Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce	2018/762
V2018-147	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos	2018/764
V2018-148	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle	2018/766
V2018-149	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles - Exercice 2018	2018/768
V2018-150	Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior	2018/771
V2018-151	Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette	2018/773
V2018-152	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018	2018/775
V2018-153	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018	2018/777
V2018-154	Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier	2018/779
V2018-155	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	2018/782
V2018-156	Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2018/785
V2018-157	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations	2018/788
V2018-158	Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"	2018/793
V2018-159	Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre titulaire	2018/795
V2018-160	Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration	2018/797
V2018-161	Commission consultative des cessions immobilières - Désignation d'un nouveau représentant	2018/799
V2018-162	Square Tour de la Babote - Travaux de remise en état - Déclaration préalable de travaux	2018/801
V2018-163	Cotisations à l'Ordre des Architectes - Renouvellement - Exercice 2018	2018/803
V2018-164	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts	2018/805
V2018-165	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage	2018/807

V2018-166	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier	2018/810
V2018-167	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques	2018/812
V2018-168	Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents	2018/815
V2018-169	Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020	2018/817
V2018-170	Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole	2018/820
V2018-171	Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication	2018/822
V2018-172	Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires – Approbation	2018/824
V2018-173	Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) – Approbation	2018/828
V2018-174	Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition	2018/833
V2018-175	Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne	2018/835
V2018-176	Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville	2018/837
V2018-177	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 3 avril 2018	2018/839
Partie décisions		
	Synthèses des décisions	2018/841
VD2018-072	Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de produits de droguerie, sacs poubelle et matériels de nettoyage (7D0012)	2018/850
VD2018-087	Marché de fourniture d'électricité et services associés pour les besoins de l'Ancien Hôtel de Ville	2018/853
VD2018-099	Travaux et maintenance des sols sportifs et éducatifs MAPA n°8B0006	2018/855
VD2018-103	Renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le SIDA (ELCS)	2018/857

VD2018-105	Convention d'occupation temporaire du domaine public Ville de Montpellier / Société des Parkings du Polygone (SPP) Mise à disposition temporaire de places de parking	2018/858
VD2018-106	Campagnes de stérilisation de pigeons, et campagnes d'effarouchement d'étourneaux Marché n° 8A0095	2018/860
VD2018-107	DROIT DE PREEMPTION URBAIN Propriété CAUSSE 490 rue du Mas Nouguier Terrain cadastré EH 45 Exercice du droit de préemption	2018/862
VD2018-108	Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Désignation des membres du jury	2018/865
VD2018-109	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportif Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Georges CLEMENCEAU	2018/867
VD2018-110	Convention de prêt de matériels Comité Départemental de l'Hérault de Judo - Ville de Montpellier Tournoi Scolaire de Judo - 14 Juin 2018	2018/869
VD2018-114	Marché public: aide au montage d'exposition et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels 8B0019	2018/871
VD2018-115	Maintenance et réparation du matériel horticole et agricole. Marché n°8B0008	2018/873
VD2018-120	Mise à disposition à titre gracieux de locaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine public	2018/875
VD2018-121	Contentieux Madame Marguerite CLEMENTE Recours indemnitaire concernant le traitement de son dossier Décision de défendre	2018/876
VD2018-123	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ CHOUX Guilhem Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 17V0156	2018/878
VD2018-124	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ JOFFRE Muriel Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de refus n° PC 34172 17V0158	2018/880
VD2018-127	Attribution d'un marché pour une prestation de mise en place des salles et services de restauration des centres de loisirs et nettoyage des locaux à la société HYGIE SPHERE - accord-cadre n° 7D0015	2018/882
VD2018-131	Maintenance des véhicules de type gros utilitaires et poids-lourds Marché à procédure adaptée numéro 8B0018	2018/884
VD2018-133	Contentieux Commune de MONTPELLIER c/ LEDERMANN Bertrand Recours pour excès de pouvoir contre un refus de mise en œuvre des pouvoirs de police de M. le Maire	2018/886
VD2018-134	MONTPELLIER c/ VERNETTE Monique épouse MARSON Fixation du prix du bien préempté situé rue du Moulin de Semalen Décision de défendre	2018/888
VD2018-136	Convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er	2018/890

VD2018-137	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs Terrain Alain DELYLLE Gymnase Micheline OSTERMEYER Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules GUESDE	2018/892
VD2018-139	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'électroménager brun. 8B0016	2018/894
VD2018-140	Renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2018	2018/896
VD2018-142	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Ecume le 19 mars 2018	2018/898
VD2018-144	Conditions d'intervention des Educateurs Territoriaux Académie de Montpellier Ville de Montpellier 2017 - 2018	2018/899
VD2018-145	STADE DE LA MOSSON - MONDIAL 1998 Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux et de partage des coûts d'électricité, de gaz et d'eau Montpellier Méditerranée Métropole - et la Ville de Montpellier	2018/901
VD2018-146	BASE DE CANOE KAYAK DE LA VALETTE Renouvellement Convention de mise à disposition de locaux Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	2018/903
VD2018-147	Contentieux Monsieur Kamel FERKOUS Recours contre l'arrêté du 06 juillet 2017 suspendant son abonnement sur les marchés pour 1 an Décision de défendre	2018/905
VD2018-148	CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE Renouvellement Convention de partage des coûts d'électricité Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	2018/907
VD2018-149	PISCINE ALFRED NAKACHE Renouvellement Convention de mise à disposition de réseaux dans le complexe sportif Léon Cazals Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier	2018/909
VD2018-150	Marché public: location et mise en place d'équipements de distribution électrique et de groupes électrogènes 8B0011 Annule et remplace la décision n°VD2018-111	2018/911
VD2018-154	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'Association Ensemble vocal Tutti le 5 mai 2018	2018/913
VD2018-156	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association "Chœur Hugues Reiner" du 16 au 21 juillet 2018	2018/914
VD2018-157	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 2 Avril 2018	2018/915
VD2018-158	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection 8B0010	2018/916
VD2018-159	Avenant de transfert n° 1 pour « Support Microsoft : Messagerie et Collaboratif » Marché 6B0003	2018/918
VD2018-163	Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2018	2018/920
VD2018-164	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à IRCL UMR le 4 avril 2018	2018/922
VD2018-166	Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS Annule et remplace la Décision n° VD2018-113	2018/923
VD2018-168	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage : mise en œuvre d'un schéma directeur des systèmes d'information N° 8B0001	2018/925

VD2018-171	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association ECUME le 5 avril 2018	2018/927
VD2018-174	ZAC du Coteau Convention de participation aux équipements publics Ville de Montpellier/DC Promotion/SA3M Parcelles TN n°14p, TN n°427p, TN n°441p	2018/928
VD2018-176	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 22 avril et le 6 juin 2018	2018/930
VD2018-178	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association CORALEN le 23 juin 2018	2018/931
VD2018-179	DROIT DE PREEMPTION Propriété WEIBEL JUNCY 1901 rue du Pont de Lavérune Exercice du droit de préemption	2018/932
VD2018-181	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons. 8B0026	2018/934
VD2018-182	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Atout Choeur le 14 Avril	2018/936
VD2018-184	Direction du Parc de Lunaret Service Technique Modification de la régie d'avances Ajout d'une dépense autorisée et d'un mode de règlement	2018/937
VD2018-185	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Cock a Doodle Doo le 6 mai 2018	2018/940
VD2018-187	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association AFSEP le 10 juin 2018	2018/941
VD2018-193	Convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à l'association Du Vent dans les Voix le 22 mai 2018	2018/943
VD2018-195	Mise à disposition de locaux pour l'installation d'une base de vie de chantier située route de Mende - Autorisation de signer la convention d'occupation du domaine privé.	2018/944
VD2018-196	MARCHE PUBLIC Acquisition d'une solution métier de gestion des prestations aux usagers N° 7D0029	2018/946
VD2018-197	Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Maintenance de la plateforme de sécurité Internet Marché N° 8B0032	2018/948
VD2018-200	CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Société Hurricane Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 8 mai au 13 mai 2018	2018/950
VD2018-204	Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des Archives Municipales	2018/952



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 03 mai 2018 à 18h00, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W31).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 03 mai 2018
- Synthèses des affaires du 03 mai 2018
- Procès-Verbal de la séance du 03 avril 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Election d'un nouvel Adjoint au Maire
2. Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier
3. Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

4. Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
5. Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification
6. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola) - Restructuration des commerces
Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
7. Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature
8. Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone
9. DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault
Préemption de la propriété PLANAS CANONGE
18 rue des Alouettes
10. FONCIER ZAC PORT MARIANNE - Régularisations foncières
Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier
11. FONCIER - Vente de locaux situés 51 cours Gambetta - Parcelle cadastrée IZ 122
12. Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

13. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous.

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

14. Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018
15. Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018
16. Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine - Remplacement du préau - Demande d'autorisation d'urbanisme
17. Ecole Léo Malet - Construction locaux scolaires -Demande d'autorisation d'urbanisme
18. Ecoles Aristote et Périclès -Changement de menuiseries extérieures - Demande d'autorisation d'urbanisme
19. Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier Cévennes - Autorisation d'urbanisme
20. Ecole élémentaire Condorcet - Réfection partielle de la toiture
Demande d'autorisation d'urbanisme
21. Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol - Installation de brise-soleils sur façades - Demandes d'autorisations d'urbanisme
22. Ecole élémentaire Winston Churchill - Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes - Demande d'autorisation d'urbanisme

JEUNESSE ET SPORTS

23. FITDAYS 2018 - Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur
Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations

CADRE DE VIE

24. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage
25. Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer
26. Dénominations des voies et espaces publics

AFFAIRES SOCIALES

27. Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

ENFANCE

28. Crèche municipale Henri Salvador - Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS » à la société « LPCR DSP Montpellier »
29. Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles

30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018
31. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité - des établissements de la petite enfance en 2018 - Demande d'autorisation d'urbanisme
32. Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

33. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce
34. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos
35. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle

CULTURE

36. Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018
37. Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior
38. Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

39. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018
40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018
41. Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier
42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
43. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
44. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
45. Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"
46. Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre titulaire
47. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

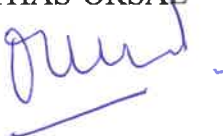
48. Commission consultative des cessions immobilières - Désignation d'un nouveau représentant
49. Square Tour de la Babote - Travaux de remise en état - Déclaration préalable de travaux
50. Cotisations à l'Ordre des Architectes - Renouvellement - Exercice 2018
51. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts.
52. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage.
53. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier.
54. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques.
55. Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents
56. Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020
57. Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole
58. Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

RESSOURCES HUMAINES


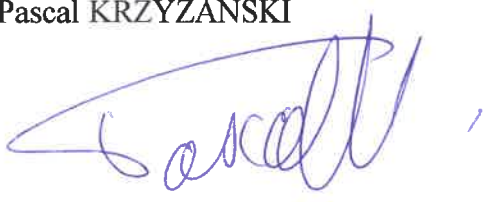

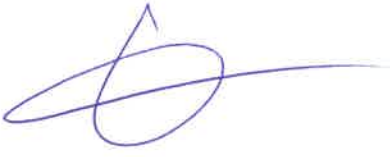
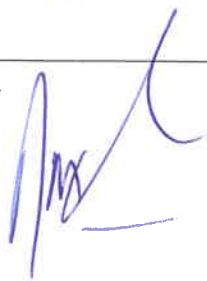
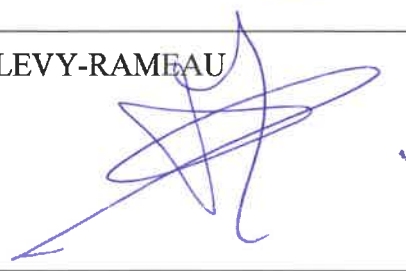









59. Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires – Approbation
60. Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) – Approbation
61. Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition
62. Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne
63. Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville

EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE DU 3 MAI 2018

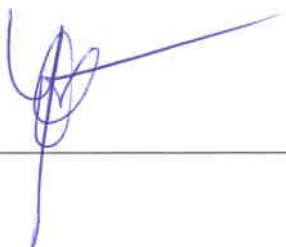
Fabien ABERT	P	Lorraine ACQUIER	
Luc ALBERNHE	P	Rémi ASSIE	
Sophia AYACHE	P	Guy BARRAL	
Valérie BARTHAS-ORSAL		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN		Françoise BONNET	P
Sabria BOUALLAGA		Daniel BOULET	
Djamel BOUMAAZ		Anne BRISSAUD	
Nancy CANAUD		Gérard CASTRE	

Mylène CHARDES 	Robert COTTE 
Christophe COUR 	Jean-Luc COUSQUER 
Perla DANAN 	Titina DASYLVA 
Michaël DELAFOSSE 	Véronique DEMON 
Jean-Marc DI RUGGIERO 	Jacques DOMERGUE 
Michèle DRAY-FITOUSSI 	Christian DUMONT 
Abdi EL KANDOUSSI 	Julie FRÊCHE 
Vincent HALUSKA 	Clare HART 

Stéphanie JANNIN 	Sonia KERANGUEVEN
Pascal KRZYZANSKI 	Gérard LANNELONGUE 
Alex LARUE 	Max LEVITA 
Chantal LEVY-RAMEAU 	Nicole LIZA 
Audrey LLEDO 	Henri MAILLET 
Mustapha MAJDOUL 	Jérémie MALEK 
Chantal MARION 	Isabelle MARSALA 
Hervé MARTIN 	Dominique MARTIN-PRIVAT 

Patricia MIRALLES 	Jean-Pierre MOURE 
Caroline NAVARRE 	Véronique PEREZ 
Patrick RIVAS 	Brigitte ROUSSEL-GALIANA 
Cédric de SAINT-JOUAN 	Samira SALOMON 
Marie-Hélène SANTARELLI 	Philippe SAUREL 
Séverine SCUDIER 	Sauveur TORTORICI 
Bernard TRAVIER 	Henri de VERBIZIER 
Patrick VIGNAL	Annie YAGUE 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'R' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018
18h00 - Salle du Conseil

Convoqué le vendredi 27 avril 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 3 mai 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Absents:

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO).

1. Election d'un nouvel Adjoint au Maire

Il est proposé, comme le prévoit l'article L 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, de procéder à cette élection à bulletin secret.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Jean-Luc COUSQUER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

A l'issue du vote, sont comptabilisés les résultats suivants :

Votants : 59

Nul : 1

Blancs : 10

Monsieur Jean-Luc COUSQUER ayant obtenu 48 voix, est élu 25^{ème} Adjoint de la Ville de Montpellier.

Monsieur Rabii YOUSSEUS sort de séance.

2. Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 53 voix

Contre : 1 voix (Hervé MARTIN)

Abstentions : 4 voix (Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

3. Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Madame Chantal LEVY-RAMEAU sort de séance.

Monsieur Christian DUMONT entre en séance.

4. Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Chantal LEVY-RAMEAU entre en séance.

Monsieur Gérard LANNELONGUE sort de séance.

5. Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstentions : 7 voix (Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

6. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)

Restructuration des commerces

Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 11 voix (Rémi ASSIE avec la procuration de Sonia KERANGUEVEN, Gérard CASTRE, Robert COTTE avec la procuration de Sophia AYACHE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

7. Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

8. Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

9. DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault
Préemption de la propriété PLANAS CANONGE
18 rue des Alouettes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

10. FONCIER
ZAC PORT MARIANNE
Régularisations foncières
Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

11. FONCIER
Vente de locaux situés 51 cours Gambetta
Parcelle cadastrée IZ 122

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

12. Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Gérard LANNELONGUE entre en séance.

13. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous.

Un amendement est déposé par Madame Audrey LLEDO.

« Retirer de la délibération n°13 les bénéficiaires suivants :

- *Mise à disposition annuelle de la Maison Pour Tous Chopin à l'association SINGA pour un montant total de subvention en nature valorisable de 165€*
- *Mise à disposition ponctuelle de la Maison Pour Tous Mercouri à l'association « fédération de l'Hérault de la libre pensée » pour un montant total de subvention en nature valorisable de 110€*

Exposé des motifs :

Considérant que les associations précédemment citées sont, communautaire et pro-immigrationniste pour la première puis politique et ouvertement anticléricale pour la seconde (à ne pas confondre avec le principe de laïcité).

Soucieux de la bonne gestion de l'argent public, ces associations anti-nationales et anti-républicaines ne doivent bénéficier d'aucune aide communale. »

A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement est rejeté à la majorité.

Pour : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Contre : 58 voix

Abstention : 0

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance.

14. Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

15. Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

16. Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine
Remplacement du préau
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance.

17. Ecole Léo Malet
Construction locaux scolaires
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

18. Ecoles Aristote et Périclès
Changement de menuiseries extérieures
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

19. Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier
Cévennes
Autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Ecole élémentaire Condorcet
Réfection partielle de la toiture
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

21. Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol
Installation de brise-soleils sur façades
Demandes d'autorisations d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

22. Ecole élémentaire Winston Churchill
Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

23. FITDAYS 2018
Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur
Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Monsieur Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, sort de séance.

24. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE sortent de séance.

25. Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

26. Dénominations des voies et espaces publics

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

27. Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Crèche municipale Henri Salvador

Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS »
à la société « LPCR DSP Montpellier »

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 7 voix (Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

29. Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité
des établissements de la petite enfance en 2018
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix
 Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)
 Abstention : 0

Monsieur Jérémie MALEK entre en séance.

35. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

36. Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Nicole LIZA, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.)

37. Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix
 Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA avec la procuration de Perla DANAN, Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON, Bernard TRAVIER.)

38. Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix
 Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Lorraine ACQUIER, Perla DANAN de par la procuration donnée à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON de par la procuration donnée à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI avec la procuration de Fabien ABERT.)

39. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 55 voix
 Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)
 Abstention : 0

Monsieur Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO et Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE entrent en séance.

40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 2018/670
12 171 706 € - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

41. Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON.)

42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

Madame Séverine SCUDIER sort de séance.

43. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Christophe COUR sort de séance.

44. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ont été élus :

Comité de la Caisse des Ecoles

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

L'association MEDIA FORMA SUD

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

L'association APERCABLE

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Conseil de la Faculté d'Économie de Montpellier (Université de Montpellier)

Marie-Hélène SANTARELLI (titulaire) en remplacement de Caroline NAVARRE.

Caroline NAVARRE (suppléante) en remplacement de Thibault RASSAT.

45. Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

46. Commission de contrôle des délégataires de service public

Désignation d'un nouveau membre titulaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Madame Séverine SCUDIER entre en séance.

47. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

48. Commission consultative des cessions immobilières

Désignation d'un nouveau représentant

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

49. Square Tour de la Babote

Travaux de remise en état

Déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON sort de séance.

50. Cotisations à l'Ordre des Architectes

Renouvellement

Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Mylène CHARDES, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN.)

Monsieur Christophe COUR entre en séance.

- 51. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

- 52. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

- 53. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0
Abstention : 0

54. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Madame Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON entre en séance.

55. Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES.)

56. Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES.)

57. Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix
Contre : 0
Abstention : 0

58. Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix
Contre : 0
Abstention : 0

59. Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Nicole LIZA, Annie YAGUE.)

62. Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

63. Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21 heures 15.

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V2018-177	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 3 avril 2018	3 Mai Tome II/II	2018/839
	URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE		
V2018-117	Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	3 Mai Tome I/II	2018/683
V2018-118	Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification	3 Mai Tome I/II	2018/692
V2018-119	PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola) - Restructuration des commerces Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	3 Mai Tome I/II	2018/696
V2018-120	Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature	3 Mai Tome I/II	2018/699
V2018-121	Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone	3 Mai Tome I/II	2018/702
V2018-122	DROIT DE PREEMPTION URBAIN - Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault Prémption de la propriété PLANAS CANONGE - 18 rue des Alouettes	3 Mai Tome I/II	2018/704
V2018-123	FONCIER ZAC PORT MARIANNE - Régularisations foncières Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier	3 Mai Tome I/II	2018/707
V2018-124	FONCIER - Vente de locaux situés 51 cours Gambetta - Parcelle cadastrée IZ 122	3 Mai Tome I/II	2018/709
V2018-125	Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque	3 Mai Tome I/II	2018/711

	DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS		
V2018-126	Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous	3 Mai Tome I/II	2018/713
	RÉUSSITE ÉDUCATIVE		
V2018-127	Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018	3 Mai Tome I/II	2018/716
V2018-128	Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/718
V2018-129	Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine - Remplacement du préau - Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/720
V2018-130	Ecole Léo Malet - Construction locaux scolaires - Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/722
V2018-131	Ecoles Aristote et Périclès-Changement de menuiseries extérieures - Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/724
V2018-132	Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier Cévennes - Autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/726
V2018-133	Ecole élémentaire Condorcet - Réfection partielle de la toiture Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/728
V2018-134	Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol - Installation de brise-soleils sur façades - Demandes d'autorisations d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/730
V2018-135	Ecole élémentaire Winston Churchill - Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes - Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/732
	JEUNESSE ET SPORTS		
V2018-136	FITDAYS 2018 - Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations	3 Mai Tome I/II	2018/734
	CADRE DE VIE		
V2018-137	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage	3 Mai Tome I/II	2018/737
V2018-138	Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer	3 Mai Tome I/II	2018/739
V2018-139	Dénominations des voies et espaces publics	3 Mai Tome I/II	2018/741

	AFFAIRES SOCIALES		
V2018-116	Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie	3 Mai Tome I/II	2018/681
V2018-140	Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle	3 Mai Tome I/II	2018/746
	ENFANCE		
V2018-141	Crèche municipale Henri Salvador - Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons-Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS » à la société « LPCR DSP Montpellier »	3 Mai Tome I/II	2018/748
V2018-142	Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles	3 Mai Tome I/II	2018/750
V2018-143	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/753
V2018-144	Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité - des établissements de la petite enfance en 2018 - Demande d'autorisation d'urbanisme	3 Mai Tome I/II	2018/755
V2018-145	Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions	3 Mai Tome I/II	2018/758
	AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT		
V2018-146	Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce	3 Mai Tome I/II	2018/762
V2018-147	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos	3 Mai Tome I/II	2018/764
V2018-148	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle	3 Mai Tome I/II	2018/766
	CULTURE		
V2018-149	Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/768
V2018-150	Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior	3 Mai Tome I/II	2018/771
V2018-151	Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette	3 Mai Tome I/II	2018/773
	FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE		
V2018-114	Election d'un nouvel Adjoint au Maire	3 Mai Tome I/II	2018/675

V2018-115	Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier	3 Mai Tome I/II	2018/677
V2018-152	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/775
V2018-153	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/777
V2018-154	Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier	3 Mai Tome I/II	2018/779
V2018-155	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	3 Mai Tome I/II	2018/782
V2018-156	Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	3 Mai Tome I/II	2018/785
V2018-157	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations	3 Mai Tome I/II	2018/788
V2018-158	Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"	3 Mai Tome II/II	2018/793
V2018-159	Commission de contrôle des délégataires de service public - Désignation d'un nouveau membre titulaire	3 Mai Tome II/II	2018/795
V2018-160	Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration	3 Mai Tome II/II	2018/797
V2018-161	Commission consultative des cessions immobilières - Désignation d'un nouveau représentant	3 Mai Tome II/II	2018/799
V2018-162	Square Tour de la Babote - Travaux de remise en état - Déclaration préalable de travaux	3 Mai Tome II/II	2018/801
V2018-163	Cotisations à l'Ordre des Architectes - Renouvellement - Exercice 2018	3 Mai Tome II/II	2018/803
V2018-164	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts	3 Mai Tome II/II	2018/805
V2018-165	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage	3 Mai Tome II/II	2018/807

V2018-166	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier	3 Mai Tome II/II	2018/810
V2018-167	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques	3 Mai Tome II/II	2018/812
V2018-168	Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents	3 Mai Tome II/II	2018/815
V2018-169	Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020	3 Mai Tome II/II	2018/817
V2018-170	Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole	3 Mai Tome II/II	2018/820
V2018-171	Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication	3 Mai Tome II/II	2018/822
	RESSOURCES HUMAINES		
V2018-172	Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires – Approbation	3 Mai Tome II/II	2018/824
V2018-173	Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) – Approbation	3 Mai Tome II/II	2018/828
V2018-174	Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition	3 Mai Tome II/II	2018/833
V2018-175	Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne	3 Mai Tome II/II	2018/835
V2018-176	Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville	3 Mai Tome II/II	2018/837



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Election d'un nouvel Adjoint au Maire

Par courrier du 9 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a accepté la démission de Monsieur Thibault RASSAT, Adjoint au Maire, du Conseil municipal de Montpellier.

Monsieur RASSAT ayant été élu 25^{ème} Adjoint au Maire de Montpellier par délibération n° V2017/376 du 23 novembre 2017, le poste de 25^{ème} Adjoint est donc déclaré vacant.

En application de l'article L.2122-10 du Code général des collectivités territoriales, il est donc proposé au Conseil d'élire un nouvel Adjoint au Maire de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la vacance du poste de 25^{ème} Adjoint ;
- De décider de pourvoir ce poste vacant d'Adjoint au Maire ;
- De décider que ce nouvel Adjoint au Maire occupera le rang de 25^{ème} Adjoint dans l'ordre du tableau ;
- De procéder à cette élection au scrutin secret, selon les dispositions de l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-114

Il est proposé, comme le prévoit l'article L 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, de procéder à cette élection à bulletin secret.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Jean-Luc COUSQUER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

A l'issue du vote, sont comptabilisés les résultats suivants :

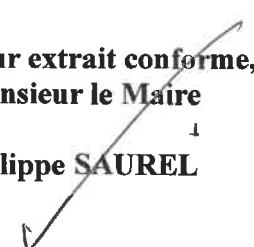
Votants : 59

Nul : 1

Blancs : 10

Monsieur Jean-Luc COUSQUER ayant obtenu 48 voix, est élu 25^{ème} Adjoint de la Ville de Montpellier.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL**



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5.3 points à l'horizon 2022, l'article 3 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1.2% par an. Il prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2.6 Md€.

Pour respecter ces objectifs, l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit que les plus grandes collectivités s'engageront dans le cadre d'un contrat financier sur un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que sur un objectif de réduction du besoin de financement. Les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un plafond national de référence s'engageront en outre sur une trajectoire d'amélioration de cette dernière.

Le contrat financier porte uniquement sur le budget principal pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. Il a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique.

Les préfets sont chargés de négocier ces contrats avec les collectivités concernées, la loi ayant prévu des critères de modulation pour tenir compte des spécificités locales.

Le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier doit fixer l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et les facteurs de modulation éventuels, la trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement, ainsi que l'évolution du besoin de financement et de la capacité de désendettement sur la période 2018-2020.

1) Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des facteurs de modulation de la Ville de Montpellier pour la période 2018-2020

Aux termes de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques, ce taux est fixé nationalement à 1,2 % par an pour les exercices 2018 à 2020 sur la base des dépenses réelles de fonctionnement de 2017, en valeur et à périmètre constant. Par ailleurs aux termes de l'article 29 de cette même loi, ce taux peut être modulé à la hausse (ou à la baisse) en tenant compte des critères suivants, dans la limite de 0.15 points pour chaque critère :

Démographie et construction de logements ;

Revenu moyen par habitant de la collectivité ou proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

Le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier peut bénéficier de deux facteurs de modulation au taux d'évolution annuelle maximum de 1.2% :

- Critère démographie : l'évolution moyenne de la population sur le territoire pour la période 2013-2018 est de 1.60% soit plus de 0.75 points au-dessus de la moyenne nationale (0.48%).

- Critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 : la Direction Générale des Finances Publiques a établi que la Ville affiche une évolution moyenne annuelle de -5.6% sur la période 2014-2016 soit une progression inférieure d'au moins 1.5 point à l'évolution moyenne des dépenses constatée pour les collectivités de sa catégorie entre 2014 et 2016 (-0.61%).

La Ville de Montpellier ne peut bénéficier du facteur de modulation portant sur le revenu moyen par habitant ou la proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : en effet, le revenu moyen par habitant de la Ville (11 810€) n'est pas inférieur de plus de 20 % au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités (14 316€). De plus, la proportion de la population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville sur la commune s'élève à 18,8% et n'est pas ainsi pas supérieure à 25 %.

Au vu de ces éléments, le taux d'évolution annuel maximum pour la Ville de Montpellier, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, est donc de 1.50%.

2) Trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques, le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la Ville est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1.50%.

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en base 100 serait la suivante :

2017	2018	2019	2020
100	101,5	103	104,5

Les modalités de calcul des dépenses réelles de fonctionnement retenues ainsi que les retraitements opérés sont décrits dans un protocole comptable qui sera signé conjointement par le Maire et par le Préfet de l'Hérault.

3) Evolution du besoin de financement de la Ville de Montpellier sur la période 2018-2020

La Ville de Montpellier se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts contractés minorés des remboursements de dette.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat, la Ville de Montpellier s'engage à contraindre ses dépenses réelles de fonctionnement tout en poursuivant le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) engagé depuis le début du mandat et qui, après plusieurs années de financement d'études, entre désormais en phase de travaux d'investissement.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1.50% par an sur la période 2018-2020 permet ainsi de limiter la progression du besoin de financement induit par le PPI.

4) Evolution de la capacité de désendettement de la collectivité

Il est constaté que la capacité de désendettement de la Ville de Montpellier, définie comme le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute au titre du compte de gestion 2017 est de 4 années pour le budget principal. Cette capacité de désendettement est inférieure au plafond national de référence pour ce type de collectivité qui est de 12 années. La Ville de Montpellier n'est donc pas concernée par cet objectif dans le cadre du contrat financier avec l'Etat.

Cependant, sur la base d'une évolution annuelle de +1.5% des dépenses réelles de fonctionnement, la Ville prévoit de conserver une capacité de désendettement nettement inférieure à 12 années sur la période 2018-2020.

Il est à relever que l'évolution à venir de la dette de la Ville va générer des charges nouvelles d'intérêt qui devront être compensées par une baisse des autres charges de fonctionnement à due concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier dont le modèle est joint à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce contrat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole comptable relatif au contrat financier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 53 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier
- Protocole comptable Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie

L'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) a soumis à la consultation le Projet Régional de santé 2018-2022 (PRS) avant sa consolidation définitive. Cette demande s'adresse à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, aux Conseils Départementaux de la Citoyenneté et de l'Autonomie, au Préfet de Région, au Conseil de surveillance de l'ARS et aux collectivités territoriales.

Le PRS est constitué d'un Cadre d'Orientation Stratégique qui va fixer pour les dix années à venir la stratégie régionale de santé, du Schéma Régional de Santé qui décline les objectifs stratégiques en objectifs opérationnels via des « Fiches actions », et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) des personnes les plus démunies, qui vise à coordonner l'action des partenaires dans les territoires autour des populations précaires.

La Ville de Montpellier est historiquement une Ville de santé. Sa Faculté de médecine est la plus ancienne d'Europe encore en activité, sa recherche en santé est à la pointe dans de nombreux domaines et elle est l'un des membres fondateurs du Réseau français des Villes-Santé de L'Organisation Mondiale de la Santé. Ses services et élus municipaux sont activement impliqués dans cette thématique. Pour imager ce propos, il a été réalisé un recensement, non exhaustif, des actions, en faveur de la santé, conduites par différentes directions et services de la Ville, joint en annexe.

L'accès à la santé est un élément nécessaire au développement individuel et territorial. Afin de l'offrir à tous

il est nécessaire d'identifier les limites et points forts du fonctionnement actuel et de développer la collaboration attendue pour répondre à ce besoin dans la population. De plus, si les outils de droit commun peuvent répondre à la majeure partie des situations, les autres doivent être reconnues et ciblées par les acteurs de terrain. Il est nécessaire de leur donner le pouvoir de le faire et c'est aux instances de gouvernance territoriale en santé que cette responsabilité incombe. Elles doivent donc prendre conscience de l'existence de ces particularismes et réussir à les intégrer dans la proposition qui est faite pour permettre le travail des acteurs de terrain. Sur ce territoire, il existe de nombreuses et grande forces dont le défi principal est de s'accorder pour mener l'action en faveur de la santé la plus efficace et adaptée aux différentes populations et problématiques rencontrées.

Le PRS va répondre à certaines de ces problématiques rencontrées aujourd'hui dans la grande région Occitanie. Toutefois, c'est aussi une limite : la prise en charge d'une population ou d'une situation particulière dans un territoire spécifique peut aussi varier dans le temps. Il sera donc important pour l'ARS de pouvoir accompagner les collectivités au-delà des réponses apportées aujourd'hui dans le PRS pour répondre aux problèmes de demain. Une autre limite peut être la question des modalités de déclinaison des plans nationaux qui ne sont pas développées. Il est aussi noté que le délai de trois mois constitue une échéance trop courte pour répondre à une consultation de cette ampleur.

Au-delà de cela, la Ville de Montpellier reconnaît le besoin d'une politique de santé structurée et intervenant dans tous les domaines de la politique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à la mise en place du Projet Régional de Santé 2018-2022.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire
,
Philippe SAUREL**



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLU intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Territoires, Métropole productive », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCoT en cours, d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Dans le respect des objectifs de densification des territoires urbains et de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes doit permettre, en particulier, de pallier les effets induits par la suppression immédiate du

coefficient d'occupation des sols (COS) et des règles de superficie minimale des terrains, consécutive à la promulgation de la loi du 24 mars 2014 dite « loi ALUR ». Il s'agit, dans cette perspective, d'élaborer un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) et ce, afin d'insérer plus efficacement le projet urbain dans son environnement.

Il s'agit, par ailleurs, d'inscrire le PLUi dans le sillage du cap fixé par le projet « Montpellier Territoires, une Métropole productive », lui-même intégré dans le projet de révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), notamment :

- la consolidation du rôle de Montpellier Méditerranée Métropole comme Porte de la région Occitanie ouverte sur le bassin méditerranéen ;
- l'affirmation des sept piliers stratégiques de son développement : la Santé, au sens de l'OMS (bien-être et de la qualité du cadre de vie), le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique, le Développement Economique dont le Tourisme et l'Industrie, les Transports et la Mobilité, l'Agroécologie et l'Alimentation, la Culture, le Patrimoine et l'Université, et enfin l'Egalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social ;
- la constitution d'une métropole à la fois productive, éco-responsable, solidaire et connectée ;
- l'affirmation de la maîtrise de son développement urbain ;
- la recherche d'un développement résilient face aux risques, notamment ceux liés aux changements climatiques ;
- l'inscription de la métropole dans son grand territoire : l'amphithéâtre naturel et le bassin de vie partagés avec les communautés voisines.

La délibération du 12 novembre 2015 relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi a fixé les objectifs suivants :

- Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale ;
- Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles ;
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ;
- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU et à la délibération relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi, les **Communes collaborent activement avec Montpellier Méditerranée Métropole** tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme.

Dans ce cadre, après une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi, plusieurs réunions ont été organisées à l'échelle des secteurs géographiques du SCoT et plusieurs réunions techniques ont été organisées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.

Après une première présentation au comité de pilotage le 26 mars 2018, le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre, ce jour, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat tel que prévu à l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme : *« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ».*

Ce débat, sans portée décisive ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLUi.

Par la suite, l'élaboration du projet d'élaboration du PLUi se poursuivra, avec l'association des Personnes

Publiques Associées (PPA), mais aussi en concertation avec le public suivant les modalités fixées par le Conseil de Métropole.

Il est rappelé que, l'article. L. 151-5 du Code de l'urbanisme, indique que « *le projet d'aménagement et de développement durables définit : 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles* ».

Le PADD est donc un document essentiel du PLUi. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel s'établit le règlement écrit et graphique.

Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs orientations regroupées en **trois défis** et **cinq thématiques**.

Le document joint en annexe, dont le projet a été communiqué avec la convocation à la présente séance, énonce de manière plus précise les objectifs qui pourraient être déclinés dans le cadre du PADD, en vue d'un débat sur l'ensemble de ces orientations.

LES DÉFIS ET ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD

Défi A : une métropole acclimatée

Le défi de la Métropole acclimatée vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature, gage de qualité de vie pour les habitants et de résilience du territoire. Il consiste à construire des modèles d'acclimatation pertinents permettant d'intégrer le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme une donnée essentielle d'un développement urbain et humain harmonieux au cœur de la métropole. Deux orientations permettent de relever ce défi :

REVELER LE GRAND PARC METROPOLITAIN ENTRE FACETTES PAYSAGERES, CONTINUITES ECOLOGIQUES ET VOCATION NOURRICIERE ET DE LOISIR

Dans la continuité du SCoT révisé, le projet met en avant un objectif fort de valorisation du Grand Parc métropolitain. Les objectifs qui découlent de cette orientation consistent à en préserver les paysages, les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, à en promouvoir la diversité des fonctions agricoles, de loisir ou de ressourcement. Ainsi, une attention spécifique est portée à la préservation des silhouettes urbaines et villageoises, à la reconquête paysagère des entrées de villes, au traitement des limites urbaines et des lisières agro-naturelles. Les objectifs de préservation doivent donc s'associer durablement à des objectifs de valorisation plaçant le Parc métropolitain comme support et lieu de réalisation de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole. Dans ce Grand Parc, la façade littorale suggère des objectifs de protection spécifiques en cohérence avec la loi Littorale.

ANTICIPER LES EVOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES ET CONSTRUIRE DES MODELES D'ACCLIMATATION ET DE RESILIENCE ENVIRONNEMENTALES

Le territoire de la Métropole est concerné par un grand nombre de risques et nuisances, à la fois naturels et anthropiques : inondations par débordement et ruissellement urbain, submersion marine, feux de forêt, retraits-gonflements des argiles, diminution de la ressource en eau, submersion marine, disparition de la biodiversité, pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, effet îlot de chaleur urbain... L'objectif consiste à ménager trois

modèles d'acclimatation autour de l'arc littoral, l'arc de la plaine agricole et l'arc des garrigues. Ces arcs composent les identités et les paysages du territoire et sont les socles à partir desquels les logiques d'adaptation du territoire face au changement climatique et aux risques, ont été déclinées. Parallèlement, il s'agira de préserver les équilibres du grand cycle de l'eau.

Défi B : Une métropole équilibrée et efficace

Partant de la nécessité de préserver et de mettre en valeur l'environnement naturel et agricole et de ne pas aggraver et réduire les risques (hydrauliques, incendies...), ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace. Il s'agit d'affirmer l'engagement de la métropole dans la voie d'une structuration urbaine intégrée et apaisée, visant à animer et organiser les fonctions de centralité de son cœur battant, de préserver et de renforcer les équilibres entre villes et villages. Ce défi se décline en deux orientations :

ORGANISER LES ESPACES URBAINS EFFICACEMENT ET EQUITABLEMENT

L'espace métropolitain rassemble 31 Communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité différenciés. Trois niveaux d'armature urbaine sont appelés à organiser et structurer le territoire : le cœur métropolitain, les portes métropolitaines, la métropole des villages et des petites villes. A chacun de ces niveaux sont associés des objectifs propres afin de respecter cette diversité et la pluralité de ces niveaux, qui participent grandement à la richesse et au potentiel d'attractivité du territoire :

- des objectifs de densification et de réinvestissement des tissus déjà urbanisés sur le cœur métropolitain ;
- des objectifs de consolidation de la transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de métropole et la métropole des villages à travers la valorisation des interfaces urbaines et le positionnement de portes métropolitaines ;
- des objectifs de confortement des villages en développant leurs fonctions en matière de services et d'équipements tout en maîtrisant leur évolution pour préserver et valoriser leurs identités et leurs cadres de vie.

Enfin, quel que soit le niveau d'armature, l'ambition du projet vise à favoriser la multiplication des projets urbains qualitatifs prenant en compte les enjeux environnementaux (techniques de construction adaptées à l'environnement, à la transition énergétique et aux risques, etc.), la prise en compte des contextes locaux dans l'insertion des projets (intégration dans le grand paysage, intégration des fonctionnalités écologiques et des risques, etc.) et enfin, les enjeux liés à la qualité du cadre de vie (déplacements décarbonés et métropole des courtes distances, mixité des fonctions, etc.).

ORGANISER LES DEPLACEMENTS POUR UNE METROPOLE APAISEE A L'ECHELLE LOCALE ET METROPOLITAINE

Si les communes du Cœur de Métropole sont bien pourvues en transports en commun structurants, et possèdent une échelle adaptée au développement des modes actifs, l'absence d'étoile ferroviaire et les retards accusés dans la réalisation du contournement routier, posent un défi pour répondre aux besoins en déplacement des populations plus éloignées au sein de la métropole et à ceux du grand périurbain. Le projet de PLUi engage des objectifs forts d'articulation de la ville et des territoires en travaillant sur trois stratégies complémentaires :

- Le développement d'un réseau de transport en commun performant appuyé sur les infrastructures ferrées et TCSP existantes et à développer en tant que réseau armature des transports ;
- L'apaisement des circulations routières par la hiérarchisation et le développement du réseau viaire à travers notamment la consolidation d'une boucle de contournement routier ;
- La structuration d'une armature de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) hiérarchisés permettant de rabattre les flux routiers aux portes du cœur métropolitain.

Les quartiers les plus mixtes et les polarités économiques les plus denses doivent être localisés dans l'environnement des stations et des pôles d'échanges multimodaux (PEM), afin de renforcer la compacité des espaces urbains, tout en intensifiant les usages, et de tendre ainsi vers la constitution d'une « métropole des courtes distances ».

L'objectif est de poursuivre et innover dans cette voie en s'appuyant sur l'évolution du maillage des transports urbains, en valorisant les formes économiques et commerciales de proximité, en structurant une offre d'équipements publics cohérente avec l'armature urbaine du territoire et le système de déplacement, en favorisant l'usage des modes actifs et enfin, en qualifiant les espaces publics.

L'accompagnement de l'urbanisation par le développement des infrastructures et des services devra être recherché dans la mise en œuvre des projets prévus au PLUi.

Défi C : Une métropole dynamique et attractive

Ce défi a pour objectif de positionner la métropole dans son système territorial d'influences et d'interdépendances, l'arc et le bassin méditerranéen, les métropoles européennes et internationales, mais aussi de conforter les tenants d'une place économique diversifiée.

Il s'agit donc tout autant de connecter le territoire dans un système dense d'échanges, gage d'un développement des fonctions métropolitaines supérieures que de diversifier les fonctions économiques du territoire et d'assurer l'accueil des entreprises et le parcours résidentiel des populations aux profils sociaux les plus variés. Ce défi prend forme autour de deux orientations :

ACCENTUER L'ATTRACTIVITE ET LE RAYONNEMENT METROPOLITAIN

L'attractivité et le rayonnement métropolitain questionnent à la fois les conditions d'accueil des populations et la capacité de la métropole à constituer une porte d'entrée de la nouvelle Région Occitanie.

En matière d'accueil de populations, la métropole est confrontée à un marché immobilier de plus en plus tendu et sélectif. Celui-ci tend à repousser de plus en plus loin une frange importante de sa population : les actifs, les couples avec enfant notamment. L'évasion vers les territoires limitrophes de ces populations qui travaillent pourtant sur le territoire, génère des difficultés importantes en matière de déplacements et conduit à la congestion des flux aux portes de la ville. Pour enrayer ce phénomène, la Métropole s'inscrit dans un scénario dit « d'attractivité maîtrisée » à la fois reflet de la situation socio-économique et traduction d'un choix d'aménagement durable du territoire. Ce scénario prévoit une croissance annuelle de la population de 1,2% à l'horizon 2030 pour atteindre une population totale de 545 000 habitants.

En matière de rayonnement, le projet prévoit la structuration de la porte d'entrée Est du territoire régional en articulant étroitement les infrastructures de grande accessibilité, aéroportuaires et ferroviaires, le débouché maritime du port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et l'autoroute A9/A709, au rayonnement métropolitain. Il s'agit de structurer des nœuds d'échanges et d'intermodalité consacrés au travers des deux portes métropolitaines internationales et nationales de Montpellier Sud de France et Montpellier Saint Roch, de concevoir « la vitrine métropolitaine active » et la recomposition territoriale associée aux contournements routier et ferroviaire et enfin, de renforcer les liaisons ferroviaires entre le port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et la métropole.

CONSOLIDER LES FONCTIONS ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET TOURISTIQUES

Le défi d'une métropole attractive sur le plan économique conditionne une politique d'aménagement et de programmation économique qui réponde aux différents besoins mais aussi participe à la qualification et à la mise en visibilité des espaces et des fonctions métropolitaines.

Sur le plan des fonctions économiques métropolitaines, le projet porte comme ancrage fondamental, la structuration de l'offre foncière et immobilière autour de polarités économiques avec la volonté de conforter les six filières stratégiques de développement économique mais aussi de diversifier la structure économique du territoire par l'introduction d'une orientation plus productive.

Sur les fonctions commerciales et touristiques de rayonnement métropolitain, le projet porte comme ambition de promouvoir un tourisme d'affaires et de loisirs qui réaffirme les fonctions commerciales du Grand Cœur de Montpellier et du noyau urbain métropolitain. L'objectif est de favoriser sur ces secteurs le développement d'une offre commerciale attractive, reconnue et originale, cela dans un aménagement urbain rénové et innovant.

LES ORIENTATIONS THÉMATIQUES DU PADD

La lecture par défi pose des orientations générales en matière d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques conformément à l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme qui sont ensuite complétées par des orientations organisées autour de cinq thématiques :

1. Résilience environnementale et sobriété énergétique

CONJUGUER PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET VALORISATION DES RESSOURCES, NOTAMMENT AGRICOLES

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Préserver, restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité ;
- Préserver et renforcer les espaces agro-naturels et forestiers, socle d'un système agricole et alimentaire territorial ;
- Conserver et accroître le réseau végétal des villes et des villages.

REPENDRE AUX ENJEUX DE SANTE ENVIRONNEMENTALE

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Réduire l'exposition des populations aux risques ;
- Améliorer la qualité de l'air ;
- Limiter les sources de nuisances sonores ;
- Gérer et ménager les ressources en eau.

AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, OPTIMISER LES RESSOURCES ENERGETIQUES ET LEUR DISTRIBUTION

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Encourager la mobilisation des énergies locales renouvelables et tendre vers une autosuffisance énergétique ;
- Favoriser l'optimisation des coûts et le fonctionnement des réseaux ;
- Optimiser la récupération d'énergie et le tri sélectif ;
- Réduire la consommation des énergies fossiles.

2. Habitat

POURSUIVRE L'EFFORT DE PRODUCTION EN FAVEUR D'UNE OFFRE ACCESSIBLE ET DIVERSIFIEE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Répondre à la demande et à la diversité des parcours résidentiels ;
- Privilégier la production de logement en réinvestissement urbain ;
- Organiser la mixité sociale.

PROMOUVOIR UN HABITAT QUALIFIE ET INTEGRE

Cette orientation se décline en deux objectifs :

- Favoriser des configurations urbaines qui favorisent l'intégration urbaine et la qualité de vie ;
- Faire évoluer l'habitat en fonction des modes de vie et des enjeux climatiques et sociaux.

3. Transports et déplacements

DEVELOPPER LA CONNECTIVITE DU TERRITOIRE ET SON RAYONNEMENT EXTRA-METROPOLITAIN

STRUCTURER LES RESEAUX DE TRANSPORTS POUR FACILITER LES ECHANGES

INNOVER POUR IMPULSER DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS EN MATIERE DE MOBILITE

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Affirmer un territoire favorisant les modes actifs ;
- Faire de la politique de stationnement un levier d'action en faveur du changement des pratiques de mobilité ;
- Intégrer la logistique et notamment celle des derniers kilomètres, au fonctionnement urbain ;
- Développer le co-working, le télétravail et les espaces partagés pour réduire les déplacements domicile travail.

4. Equipements

RECHERCHER LA COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE DANS L'ACCES AUX EQUIPEMENTS ET DEVELOPPER LES FACTEURS D'ATTRACTIVITE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Mettre à niveau et en réseau, structurer, consolider des équipements ;
- Conforter un ensemble de lieux et d'équipements à fort rayonnement ;
- Conforter une offre de loisir en s'adressant autant à la population permanente qu'aux usagers occasionnels du territoire.

CONFORTER LES EQUIPEMENTS SANITAIRES-

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Développement des équipements visant à améliorer la capacité des milieux récepteurs en cohérence avec la croissance de population ;
- Structurer la filière de gestion des déchets ;
- Accompagner la filière des matériaux de construction.

5. Développement économique, numérique et équipement commercial

POURSUIVRE UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE BASEE SUR L'INNOVATION

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Actionner l'ensemble des leviers de structuration des 6 filières identitaires ;
- Assurer un déploiement du très haut débit sur le territoire : Montpellier 3M métropole digitale ;
- Créer une offre foncière attractive et durable.

DIVERSIFIER L'ECONOMIE DU TERRITOIRE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Répondre aux besoins d'implantations des activités et proposer aux entreprises un parcours d'accueil ;
- Favoriser le développement d'un tissu économique de proximité ;
- Développer des polarités économiques attractives et durables.

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE COMMERCIALE PLURIELLE ET QUALIFIEE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Structurer une armature commerciale hiérarchisée ;
- Affirmer la diversité des polarités commerciales pour renforcer les équilibres commerciaux de la Métropole ;
- Favoriser la modernisation des équipements commerciaux en matière de qualité, de fonctionnalité et d'adaptation au mode de consommation.

LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit son développement dans les orientations du schéma de cohérence territoriale révisé qui vise à diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation. Le PADD s'appuie sur trois principes de limitation de la consommation d'espaces :

- Donner la priorité à l'optimisation de l'urbanisation existante et engagée avec un objectif volontariste et réaliste fixé à hauteur de 60% de l'accueil des besoins localisés dans le tissu urbain mixte et 15% dans le tissu économique de l'enveloppe de « l'urbanisation existante et engagée en 2019 ».
- Maîtriser les extensions urbaines à partir de niveaux d'intensité hiérarchisés en fonction de la proximité de l'offre de transports et des autres équipements.
- Limiter la consommation foncière dans l'armature des espaces naturels et agricoles avec l'objectif de maintenir au moins les 2/3 du territoire en espaces à vocation agro-naturelle, en contenant sur 1/3 maximum du territoire les espaces à vocation urbaine, conformément aux ambitions du projet de révision du SCoT.

Complémentairement sur le secteur Littoral, il s'agit de maîtriser les capacités d'accueil de l'urbanisation et d'accroître son intégration paysagère et environnementale.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans le règlement écrit et graphique ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi.

Dans ces conditions, conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, il est proposé lors de la présente séance du conseil, d'engager un débat sur les orientations du projet de PADD sur la base du document présenté, synthétisé par les éléments exposés.

Après avoir débattu des orientations du PADD, il est proposé au Conseil municipal :

Délibération n°V2018-117

- de prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).
- de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Le Conseil municipal prend acte.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Document soumis au débat d'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification

A la demande de la Ville de Montpellier, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, adoptée par le Conseil de Métropole le 22 juillet 2015 et régissant les modalités de collaboration entre la Métropole et les communes sur la compétence PLU, le Conseil municipal doit émettre un avis sur le projet de modification.

Les 31 points proposés portent sur des modifications de fond et de forme suivantes :

A) Les modifications de fond

Modification n°1 : HOPITAUX FACULTES - Avenue du Père Soulas - Institut médico-éducatif (IME) : classement en zone d'unités foncières institutionnelles 3U1-1bw la parcelle de l'IME pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°2 : PLAN DES QUATRE SEIGNEURS - Rue de la Thériaque : classement en secteur de zone 4U1-1e la totalité de l'unité foncière de l'IDRAC (école supérieure de commerce) pour permettre l'extension de l'établissement.

Délibération n°V2018-118

Modification n°3 : CENTRE - ANTIGONE - résidence Port Juvénal : intégrer la totalité des redents de la façade arrière de la résidence Port Juvénal (arcs nord et sud) dans l'emprise constructible de la zone 1U4 afin de faciliter la gestion de ces espaces.

Modification n°4 : HOPITAUX FACULTES – rue de la Croix Verte – Institut du Cancer de Montpellier (ICM) : création d'un secteur de hauteur maximale des constructions à 15 mètres pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°5 : CENTRE - GARES - ZAC Nouveau St Roch - rue Leenhardt : augmentation des hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50m à 19m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

Modification n°6 : CENTRE - LES AUBES - Route de Nîmes : création d'un secteur de zone 1AU-7 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « secteur François Delmas nord » afin de prendre en compte le projet de ZAC.

Modification n°7 : PLAN DES 4 SEIGNEURS – rue de l'Hortus - route de Mende : modification du règlement du secteur de zone 1AU-2w et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C2b afin de favoriser les perspectives d'évolution de ce secteur prochainement desservi par la ligne 5 du tramway.

Modification n°8 : PRES D'ARENES – rue de Saint Hilaire : extension du secteur 2U1-8cw pour accompagner les mutations le long de la ligne 4 du tramway.

Modification n°9 : PRES D'ARENES - avenue de Palavas : extension ponctuelle du secteur 2U1-8cw afin d'introduire de la mixité (logements) et de permettre le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°10 : PRES D'ARENES – avenue du Docteur Fourcade : levée partielle de l'emplacement réservé N1 pour l'ancien autoroute A9 sur la parcelle DO n°51, cet emplacement réservé n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°11 : HOPITAUX FACULTES - rue de Puech Villa : extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur et de permettre des opérations de logements.

Modification n°12 : CROIX D'ARGENT - Avenue Villeneuve d'Angoulême - rue Colucci : modification de l'emplacement réservé C26 afin de permettre la desserte du secteur.

Modification n°13 : BEAUX ARTS - rue Henri Dunant-route de Mende : création d'un secteur de zone 1U2-7 afin de permettre la mutation d'un secteur à l'angle de deux axes majeurs.

Modification n°14 : PRES D'ARENES – Boulevard d'Orient – Avenue Albert Dubout : modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Boulevard d'Orient » afin de prendre en compte les récentes études sur la desserte du quartier.

Modification n°15 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : création d'un secteur de zone 2U1-15 rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, création d'un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'intérêt national pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, création d'un secteur de zone 2U1-15 entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements,, modifications, suppressions et créations d'emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°16 : CROIX D'ARGENT - PAS DU LOUP - Avenue de Vanières - Quai Flora Tristan : extension du secteur de zone 2U1-1f pour introduire une mixité fonctionnelle (logements).

Délibération n°V2018-118

Modification n°17 : MALBOSC : suppression de l'emplacement réservé R54 pour groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

Modification n°18 : ESTANOVE - EAI : modification du règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

Modification n°19 : PAS DU LOUP - OVALIE - domaine de la Providence : évolutions réglementaires à l'angle place de la Providence – avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1, création d'un périmètre de hauteur à 27m et d'une implantation obligatoire) et modification du règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie ; suppression de l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

Modification n°20 : PORT MARIANNE – Pompignane – rue de Salaison - rue de la Vieille Poste – rue de Pinville : création de trois secteurs de zone 2U1-19, création d'un secteur de zone 4U1-4, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « *Plateau de la Pompignane* » afin de permettre le renouvellement urbain du secteur et l'introduction d'une mixité fonctionnelle (logements), création de l'emplacement réservé C258 entre la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville et élargissement de l'emplacement réservé C131 le long de la rue de Vieille Poste afin d'améliorer les liaisons du secteur.

Modification n°21 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - secteur 1U9 : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5m à 41,5m) et élargissement de l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet urbain partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

Modification n°22 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Avenue du Mondial 98 - lotissement des Combelles : création d'une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, modification de l'emplacement réservé C99, modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et extension ponctuelle de la zone N, afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°23 : CENTRE – FIGUEROLLES – Avenue de la Liberté – rue Adam de Craponne : création d'un secteur de zone 2U1-18 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » afin d'orienter la mutation et le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°24 : CENTRE – ARCEAUX - avenue de la Gaillarde-rue de Louvain : suppression ponctuelle de l'emplacement réservé C31, l'élargissement de la voie n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°25 : MOSSON – Avenue des Moulins : création de deux secteurs de zone 2U1-17 et 2U1-12 sur le secteur de l'Ecole supérieure de commerce afin d'optimiser le renouvellement urbain du site.

Modification n°26 : PORT MARIANNE – avenue Albert Einstein – rue de la Mogère : création d'un secteur de zone 1AU-8w, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « Einstein-Grammont » et création d'un emplacement réservé C257 le long de l'avenue Albert Einstein pour cheminement piéton afin de permettre la valorisation du secteur.

Modification n°27 : HOPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne – avenue du Major Flandre : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 afin d'améliorer les conditions de mutation du bâti.

Modification n°28 : CENTRE – BOUTONNET – rue Crova – rue du Colonel Marchand : extension du secteur de zone 3U1-4w afin d'ouvrir le secteur à la mixité (logements) et extension de la règle de mixité

Délibération n°V2018-118

sociale à l'ensemble du secteur 3U1-4.

Modification n°29 : PORT MARIANNE – Domaine de Flaugergues – rue de la Mogère – avenue Albert Einstein – Montaubérou – Condamine : suppression des emplacements réservés C5, C6, C51, C77, C79, C136 et C217 pour prendre en compte de nouveaux scénarii de circulation sur le secteur.

Modification n°30 : HOPITAUX-FACULTES – campus de Saint Priest : modification ponctuelle de l'emplacement réservé C150 pour faciliter l'implantation d'un restaurant universitaire.

B) Les modifications de forme

- **Modification de forme** : Article 12 : remplacement des mentions "logements sociaux aidés par l'Etat" par "logements locatifs sociaux" pour prendre en compte la dénomination officielle du Code de la construction et de l'habitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU ;
 - Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.
 - A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
 - Pour : 50 voix
 - Contre : 0 voix
 - Abstentions : 7 voix
 - Ne prennent pas part au vote : 1 voix
- Mme Stéphanie JANNIN.

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 4-1a Reglement zones U_Ed_Avril2018.docx
- 4-1b Reglement zones AU, A et N_Ed_Avril2018.docx
- Notice_EPmisenpage.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Restructuration des commerces Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) engagé depuis 2005 prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement.

Signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005 prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

Confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007 et prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2021 pour finaliser le programme visé par la concession, cette opération porte sur environ 1 195 m² de surface commerciale.

Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat de cellules par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public de la nouvelle place et de l'avenue du Petit Bard réaménagée, réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc...).
- d'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée du bâtiment « Les Jasmins ».

Ainsi, la résidence Apollinaire a pu engager sa résidentialisation et l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur ad hoc unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée.

En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation.

Une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie, a été signée le 15 décembre 2016.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent ainsi à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa garantie bancaire à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA pour acquérir les volumes commerciaux restructurés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 398 €.

L'EPARECA s'est quant à lui engagé à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

La convention initiale prévoit également les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, à intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

Cependant, l'état d'avancement de l'opération par la SERM ne permet pas, à ce jour, de lever les conditions suspensives avant le 31 décembre 2018 conformément à la convention partenariale initiale.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal la signature d'un avenant à la convention initiale, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, visant à proroger ce délai d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de l'avenant à la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA signée le 15 décembre 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Rémi ASSIE, Mme Sophia AYACHE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 1 à la convention EPARECA Petit Bard

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers et des pôles d'activités de Port Marianne, du Millénaire et d'Eureka (Parc Marianne, République, Hippocrate, Odysséum, Millénaire I et II, Eureka et Eureka-Extension) sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier dans un objectif de qualité environnementale, paysagère et urbaine, la dépose et la mise en souterrain des lignes à haute tension et très haute tensions qui surplombent actuellement Montpellier Est, depuis le poste de Pont Trinquat au Sud de l'A709, jusqu'au Nord vers Eureka-Extension d'une part et le domaine de Verchant d'autre part.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade ;
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent de recomposer le paysage urbain et végétal de ces quartiers en finalisant leur composition dans un souci de cohérence et d'optimisation environnementale.

Ainsi l'aménagement de ces quartiers peut-être envisagé du fait de la libération des espaces actuellement traversés par ces lignes à haute tension. Les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et leurs aménageurs, la SERM et la SA3M, ont été revus et améliorés sur

la totalité de ce vaste territoire sur le périmètre des opérations d'aménagement sus-citées auxquelles s'ajoute le secteur, en cours d'étude J. Miro et Sud-Hippocrate. Des études ont été menées sur chacun de ces secteurs pour déterminer les schémas d'aménagement pertinents permettant de tirer parti de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine et paysagère. La commercialisation de lots gelés du fait de la présence de ces lignes peut être envisagée, ainsi qu'une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en termes de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à la fois à une meilleure qualité environnementale et à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement.

Ces lignes à haute tension font partie du Réseau Public de Transport. Aussi, la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est nécessairement le maître d'ouvrage de l'opération.

Une convention de réalisation et de financement entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention a fixé le coût prévisionnel maximum d'opération à 18 418 240 euros sauf aléas majeurs, dont 1 371 050 euros d'études, et fixé la participation financière de RTE à hauteur de 16,8 % (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 euros. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Cette convention a permis de mener les procédures d'autorisations administratives et les études de détails. L'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO), autorisant l'opération, a été obtenue par arrêté du 28 août 2017. En outre une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) n'est pas nécessaire puisque toutes les autorisations ont été obtenues à l'amiable.

Une consultation d'entreprises menée fin 2017 ayant permis d'arrêter le coût prévisionnel de travaux, RTE a proposé à la Métropole une convention de travaux afin d'engager l'opération, qui a été approuvée par le Conseil de Métropole le 26 avril 2018.

Cette convention fixe le coût prévisionnel de travaux, maîtrise d'œuvre inclus, à 17 022 230 euros, dont 2 853 062 euros de participation de RTE et 1 140 490 euros d'études déjà réalisées, soit un total ramené à 18 162 720 euros. Le coût de travaux à la charge de la Métropole est donc de 14 169 168 euros, auquel s'ajoute la somme de 1 140 490 euros d'études déjà payée par la Métropole, soit un total de 15 309 658 euros. A cette somme il faut ajouter les frais des replantations à réaliser par la Ville de Montpellier, estimés à 186 000 euros TTC, afin de respecter la charte de l'arbre, soit un total de 15 495 658 euros.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 euros.

Parallèlement, cette opération est éligible à une subvention de 1 276 100 euros au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9 suite à l'avis du Comité National 1% Paysage du 23 février 2018. De plus, une offre de concours de la SCA du Mas de Verchant, selon une convention conclue le 28 septembre 2016, s'élève à 620 244 euros. Ainsi le solde à répartir entre la Métropole et la Ville de Montpellier est de 13 413 314 €.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 €.

Une convention de reversement de la Ville de Montpellier à la Métropole est proposée, concernant les opérations d'aménagement sous compétence communale, pour reversement de la part des études et des travaux qui leur bénéficient directement, soit un montant de 6 568 000 €.

Parallèlement les opérations d'aménagement sous compétence de la Métropole participeront au financement de l'opération à hauteur de 5 702 000 €.

La Ville et la Métropole ont décidé de participer à part égale au solde à financer, 1 329 314 €, soit 664 657 € chacune. Cette somme inclut 186 000 € de replantations à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier.

Aussi la convention de reversement de la Ville à la Métropole porte sur un montant prévisionnel correspondant à la participation des opérations d'aménagement communales, 6 568 000 €, et à la moitié du solde à financer, 664 657 €, soit un total de 7 232 657 €, dont 186 000 euros en nature pour les frais de replantations, et 7 046 657 euros en numéraire.

La durée des travaux prévisionnelle est d'environ deux ans, et il est proposé qu'ils se déroulent par tronçons de juin 2018 à août 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de reversement à conclure entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 7 232 657 euros ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de remboursement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone

La Ville de Montpellier est propriétaire de lots de copropriété représentant la moitié des parkings souterrains de l'ensemble immobilier dénommé « Centre commercial et parkings du Polygone ».

Dans le cadre du projet de rénovation du centre commercial « Le Polygone », auquel la Ville est contributeur direct, la mise aux normes du centre-commercial et des parkings au titre de la sécurité incendie et des accès aux PMR nécessite un empiètement du projet sur vingt-six places de stationnement appartenant au lot n° 7014 dont est propriétaire la Ville.

Le syndicat de copropriété a fait part à la Ville du besoin d'acquérir ces places de parking réparties entre les quatre niveaux de sous-sol afin de les intégrer aux parties communes de la copropriété.

Les services de France Domaine ont estimé le 3 avril 2018 la valeur des places de parking à 18 000 € l'unité, soit 468 000€ pour les vingt-six places.

La Commission des cessions foncières et immobilières, réunie le 13 avril dernier sur ce dossier, a émis un avis favorable à ladite cession rendue strictement nécessaire par le programme de rénovation du centre-commercial.

Cette demande vient à la suite de la participation financière de la Ville aux travaux délibérée le 27 janvier 2017 et à la cession de droits immobiliers d'ores et déjà décidée par délibération du 28 septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession de 26 places de parkings issus du lot n° 7014 au syndic des copropriétaires du Polygone en vue d'intégrer les parties communes de la copropriété au prix de 468 000 € net vendeur conforme à l'avis des Domaines ;
- de dire que l'ensemble des frais issus de la vente seront à la charge de l'acquéreur ;
- de désigner Me André Bonnary, en qualité de notaire désigné par le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du centre-commercial et des parkings du Polygone, en vue de rédiger l'acte de vente ;
- de dire que les recettes relatives à ces ventes seront imputées au budget de la Ville chapitre 954 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire
,
Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault
Préemption de la propriété PLANAS CANONGE
18 rue des Alouettes**

Le Département de l'Hérault souhaite acquérir une villa non occupée et insalubre située 18 rue des Alouettes, voisine du Foyer de l'Enfance, en vue de réaliser un nouvel édifice destiné aux mineurs non accompagnés et de sécuriser la pouponnière départementale immédiatement limitrophe de ce bien régulièrement squatté.

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006, le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal, délégué en outre par Montpellier Méditerranée Métropole par décision du 4 janvier 2016.

Une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 27 février 2018 par Maître Luc Ribaud, notaire à Montpellier, concernant la vente par les propriétaires de ce bien, Monsieur Georges Planas et Madame Patricia Canonge, au prix de 290 000 €.

La Ville a été sollicitée par le Département en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, prix conforme à l'évaluation des Services Fiscaux.

La Ville a en conséquence exercé le droit de préemption au prix proposé afin de permettre la réalisation de cette opération d'intérêt général.

Il est désormais proposé d'établir une convention entre la Ville et le Département afin de régler les conditions de rétrocession et de financement du bien préempté, afin que ce dernier agisse en qualité de tiers-payeur à l'acte d'acquisition initial et se porte acquéreur en "*deuxième main*" de ce bien en vue de réaliser l'objet de la préemption.

La rédaction des actes authentiques, sera confiée à Maître Luc Ribaud, notaire ayant déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître Jean-Philippe Andrieu, désigné par le Département.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par le Département.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et le Département de l'Hérault relative à la revente et au financement de l'acquisition de la villa propriété de Monsieur PLANAS et de Madame CANONGE, située 18 rue des Alouettes, cadastrée section BN 117, pour un montant de 290 000 €, acquisition que le Département financera intégralement, y compris les frais annexes aux actes ;
- d'accepter la cession de ce bien au profit du Département, opérant compensation entre le prix payé par le Département en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente du Département par la Ville ;



- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville / Département

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

FONCIER ZAC PORT MARIANNE Régularisations foncières Copropropriété Hikari II - Ville de Montpellier

La copropriété Hikari II, la Ville de Montpellier et la SERM souhaitent réaliser des régularisations foncières en limite de la copropriété située 145 rue le Perugin à Montpellier afin de mieux délimiter les bornages entre les espaces verts entretenus par la Ville, les équipements publics dont les lampadaires et les clôtures délimitant la copropriété.

La copropriété a validé les échanges fonciers avec la Ville de Montpellier et la SERM par délibération de l'assemblée générale de copropriété du 15 juin 2016.

Les cessions et acquisitions réalisées par la Ville de Montpellier sont les suivantes:

- La Ville de Montpellier cède à la copropriété Hikari II la parcelle cadastrée section RZ n°67a d'une superficie de 8m²,
- La copropriété Hikari II cède à la Ville de Montpellier la parcelle cadastrée section RZ n°155a d'une superficie de 93m² et RZ n° 155b d'une superficie de 122m².

Conformément à l'avis des domaines en date du 11 janvier 2018, les échanges fonciers se feront à l'euro symbolique.

En accord avec l'ensemble des parties, les actes seront établis par le notaire en charge de la ZAC de Port-Marianne, Maître Jean-Jacques PEREZ.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter de procéder aux échanges à l'euro symbolique, par l'acquisition de la parcelle section RZ n° 67a d'une superficie de 8m² en échange de la cession des parcelles section RZ n°155a d'une superficie de 93 m² et n°155b d'une superficie de 122m², permettant de rétablir les limites de propriétés entre la Commune de Montpellier et de la copropriété Hikari II ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire ,
Philippe SAUREL**



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Excusés : Patrick VIGNAL.

FONCIER
Vente de locaux situés 51 cours Gambetta
Parcelle cadastrée IZ 122

La commune de Montpellier est propriétaire, au sein de la copropriété du 51 cours Gambetta, parcelle cadastrée IZ 122, de 3 lots.

Deux de ces lots correspondent respectivement à une cour intérieure couverte de 8,52m² et une réserve de 7,95 m², ne faisant l'objet d'aucune utilisation par la Ville.

La copropriété est composée de deux copropriétaires, outre la Ville, dont l'immeuble constitue la résidence principale.

Les lots appartenant à la Ville sont enclavés à l'arrière de l'immeuble. Les deux autres copropriétaires du 51 cours Gambetta proposent d'acquérir auprès de la Ville de Montpellier ces deux lots (5 et 8), qu'ils entretiennent régulièrement.

La commission des cessions du 13 avril, au vu des caractéristiques de ces biens, a autorisé une exclusion de cette vente de la procédure de mise en vente publique au profit des copropriétaires actuels, Monsieur Girardot et Madame Hervouet.

Il est proposé une cession au prix de 10 540 € nets vendeur conformément à l'avis des Domaines, marge incluse, en date du 27 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente des lots 5 et 8, en copropriété, cadastrés IZ 122, situés 51 Cours Gambetta, au profit de Monsieur Girardot et Madame Hervouet au prix de 10 540€ nets vendeur ;
- d'accepter la prise en charge des frais liés à l'acte ;
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputé au budget de la Ville chapitre 954
- de prélever les sommes nécessaires à la prise en charge des frais liés à l'acte sur le budget de la Ville chapitre 935
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque. La ZAC de la Restanque prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).

La Ville de Montpellier a, par décision en date du 28 juillet 2016, préempté la parcelle cadastrée OL n°50, située dans le périmètre de la ZAC de la Restanque.

De plus, par promesse de vente en date du 09/01/2018, SOFA, société propriétaire de la parcelle cadastrée OL n°48, sise rue du Mas Saint Pierre à Montpellier, a promis de céder ledit terrain à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M), désignée par délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012, comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque.

Afin d'avoir la maîtrise foncière d'une emprise cohérente sur le secteur de la rue du Mas Saint Pierre, la Ville de Montpellier a pris contact avec Mme Eliane BONNET, propriétaire de la parcelle cadastrée OL n°51, d'une superficie de 1 133 m² et composée d'une maison d'habitation.

Mme Eliane BONNET a consentie, le 16 février 2018, une promesse de vente au profit de la Ville de Montpellier pour la cession de la parcelle OL n°51 lui appartenant moyennant le prix de 360 000 € toutes indemnités confondues. Ce prix est conforme à l'évaluation de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition auprès de Mme Eliane BONNET, domiciliée 30 rue des Chardonnerets à Saint-Jean-de-Védas (34430), de la parcelle cadastrée OL n°51, sise 614 rue du Mas Saint Pierre à Montpellier, d'une superficie de 1 133 m², lui appartenant, composée d'une maison d'habitation, moyennant le prix de 360 000 € (trois cent soixante mille euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de la Ville de Montpellier ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 465€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Singa : 165€

MPT GUILLERME : Des mains pour le faire : 300€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 15 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2800€

Les associations concernées sont :

MPT ESCOUTAIRE : Les p'tits loups de St martin : 495€, Aude à domicile 34 : 55€

MPT CURIE: Riroli: 110€

MPT CAMUS: Shadows Guild: 55€

MPT VIAN: Comité de quartier les Aiguerelles/la Rauze: 110€

MPT CAILLENS : Familles rurales : 380€, Studea : 330€

MPT PAGNOL : Hisparamac : 110€, Afrikante : 220€, Folikili : 220€, Association Française de l'enfance abandonnée : 110€

MPT MERCOURI : Crèche parentale RICOCHET : 220€, Les spectacles du cœur : 220€, La fédération de l'Hérault de la libre pensée : 110€

MPT VOLTAIRE : SOS SDF les amoureux de la vie : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Un amendement est déposé par Madame Audrey LLEDO.

A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement est rejeté à la majorité.

Pour : 1 voix

Contre : 58 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau ponctuel

- Tableau annuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé Parution du recueil de nouvelles Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018

Dans le cadre de l'édition 2018 *Les Mystères de Montpellier*, le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre », organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants.

Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production de l'ouvrage. La rémunération des intervenants est partagée avec la DSDEN.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4.500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;

- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;
- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier (2.200 exemplaires) et aux enseignants de ces écoles (400 exemplaires).

Ceci représentant un apport financier de 10 000 € pour la Ville sur un budget total de 15 000€.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération et de la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville, Montpellier-Méditerranée-Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De prélever les sommes nécessaires sur les crédits de fonctionnement, chapitre 932 du budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Mystère de Montpellier_Tome 9.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Projet	MINI CAMPS DE PRINTEMPS ET L'ETE	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

o Dans le cadre du **CONTRAT DE VILLE EDUCATION**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Projet	MEDIATION PARENTS ECOLES QUARTIER LEMASSON	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

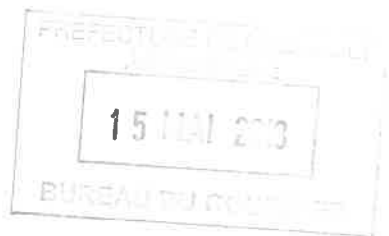
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.



Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine Remplacement du préau Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance de ses établissements scolaires, la ville de Montpellier envisage le remplacement du préau de l'école maternelle Aliénor d'Aquitaine sise 694, rue Jacques Bounin à Montpellier.

En effet, ce préau vétuste n'est plus étanche, il n'assure pas le confort thermique en ne remplissant plus son rôle d'ombrage sur les classes attenantes. Le montant estimé des travaux s'élève à 20 000€ TTC. Ils seront effectués courant 2018 par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le remplacement du préau de l'école Aliénor d'Aquitaine ;
- D'autoriser la signature et le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 902 ;

- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

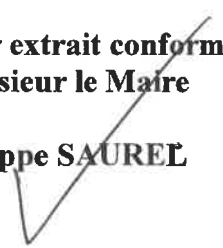
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Ecole Léo Malet Construction locaux scolaires Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil des élèves au sein des établissements scolaires suite à une augmentation des effectifs et une ouverture de classe prévue dès la rentrée 2018 à l'école Léo Malet sise, 5 allée Pierre Carabasse à Montpellier, il est envisagé de construire deux locaux qui serviront de salles de classe et des sanitaires d'appoint.

Ce projet sera réalisé par l'implantation d'un bâtiment de type modulaire qui nécessite au préalable le dépôt d'un permis de construire.

Le montant de cette opération est estimé à 350 000€ TTC, les crédits sont inscrits au BP 2018 de la Ville.

Les travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché de fourniture et pose des modules préfabriqués.

La durée prévisionnelle de l'opération sera de 6 mois. Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école les travaux se dérouleront durant les périodes de vacances scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'implantation d'un bâtiment de type modulaire à l'école Léo Malet ;
- D'autoriser le dépôt d'un permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville ; section investissement ; chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

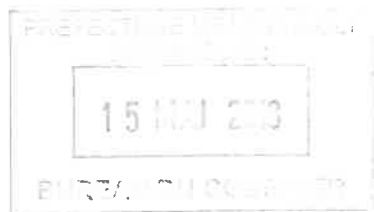
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.



Ecoles Aristote et Périclès Changement de menuiseries extérieures Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de travaux de maintenance et afin d'assurer le confort thermique pour le bien-être des usagers de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage, en raison de leur vétusté, le changement d'une partie des menuiseries extérieures des écoles Aristote et Périclès sises, boulevard d'Antigone à Montpellier.

Le changement de ces menuiseries extérieures à l'identique se fera en partie, coté boulevard d'Antigone. Le montant des travaux est estimé à 70 000€ TTC.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement des écoles, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2018 et seront réalisés par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le changement d'une partie des menuiseries des écoles Aristote et Périclès ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;

- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire ,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.



Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet- Quartier Cévennes Autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, afin d'absorber l'augmentation des rationnaires de la restauration scolaire et de mettre aux normes les offices, la Ville de Montpellier a décidé d'effectuer des travaux à l'école maternelle Michelet et l'école élémentaire Delteil sises rue des Araucarias à Montpellier.

Ils concernent :

- L'extension de la salle de restauration par la construction d'un plancher de 19.60 m² fermant le puits de lumière et par le déplacement du RASED,
- Le réaménagement des locaux du rez-de-chaussée,
- La restructuration des offices,
- La mise en place d'un self pour les élèves d'élémentaire,

Cette restructuration permettra l'optimisation du fonctionnement du restaurant municipal et l'amélioration des conditions de confort.

Le budget de cette opération est estimé à 490 000€ TTC.

Les travaux seront réalisés sur deux périodes de vacances d'été :

- En été 2018, l'extension de la salle de restauration par la fermeture du puits de lumière, la réaffectation du local RASED et le réaménagement au rez-de-chaussée du bureau de direction de la maternelle,
- En été 2019 l'ensemble des travaux portant sur les offices et la salle de restauration dont la partie élémentaire sera aménagée en self.

Cette opération nécessite notamment le dépôt d'une demande de Déclaration Préalable de travaux et une demande d'autorisation de travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette opération d'un montant estimé à 490 000€ TTC ;
- De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Ville ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjoint Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette opération ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Ecole élémentaire Condorcet Réfection partielle de la toiture Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance et afin d'assurer la pérennité de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage la réfection partielle de la toiture de l'école élémentaire Condorcet sise, 13 rue du Faubourg Boutonnet de Montpellier.

Ces travaux, dont le montant est estimé à 22 000€ TTC, permettront une meilleure étanchéité et une isolation thermique plus efficace de la toiture. Ils seront effectués courant 2018 par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux de réfection partielle de la toiture de l'école Condorcet ;
- D'autoriser la signature et le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018 ; section investissement ; chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

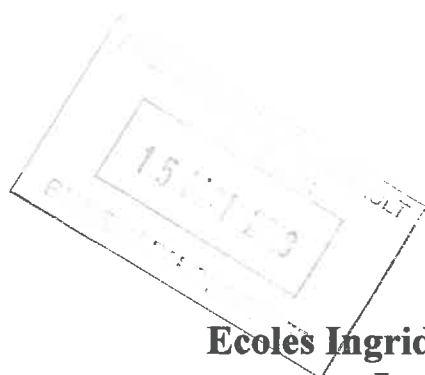
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.



Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol Installation de brise-soleils sur façades Demandes d'autorisations d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance des établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage d'installer des brise-soleils sur les façades afin d'améliorer le confort thermique des bâtiments des écoles maternelles suivantes:

Ingrid Bergman sise 20, boulevard Mounié, pour un montant estimé à 5 000€ TTC.

Charlie Chaplin 120, rue de la Jalade, pour un montant estimé à 15 000€ TTC.

Marcel Pagnol sise, 305 rue Georges Brassens, pour un montant estimé à 25 000€ TTC.

Ces travaux seront effectués courant 2018, durant les vacances scolaires par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'installation de brise-soleils sur les façades des écoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol ;
- D'autoriser le dépôt de déclarations préalables auprès des services compétents ;

- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative



Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Ecole élémentaire Winston Churchill Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage des travaux de rénovation et d'amélioration du confort thermique de deux classes de l'école élémentaire Winston Churchill sise, 424 rue du Lavandin à Montpellier.

Ces travaux, dont le montant est estimé à 30 000 € TTC, consistent au remplacement des menuiseries extérieures et volets roulants, à la réfection des peintures, des faux plafonds et de l'électricité. Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2018 et seront réalisés par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux de rénovation d'amélioration du confort thermique de l'école Winston Churchill ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;

-D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

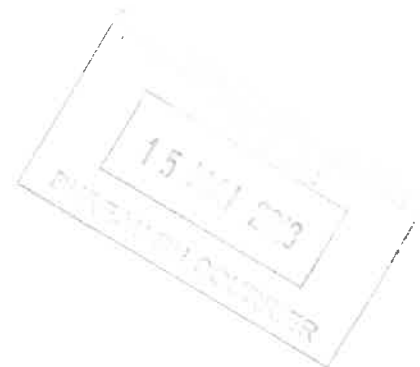
Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Patrick VIGNAL.

FITDAYS 2018

Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations

Dans le cadre de sa politique sportive, de prévention santé et de réussite éducative, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sur son territoire.

A ce titre, la Ville est sollicitée pour accueillir la manifestation Fitdays MGEN 2018, dans le cadre d'une étape « Village Kids et relais des familles » le samedi 19 mai 2018 autour du Bassin Jacques Coeur.

Le Fitdays MGEN est un événement de prévention santé via le sport en direction des enfants et des parents, qui s'appuie sur l'activité Triathlon portée par l'Association TIGRE.

La MGEN, à travers le Fitdays MGEN, Tour de France de Triathlon à étapes, assure la promotion de l'évènement et garantit à la Ville un droit d'image, et l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires avec l'évènement.

Le Fitdays Kids permet d'apprendre « à mieux manger pour mieux bouger ».

Lors de l'étape montpelliéraine, 20 enfants seront sélectionnés par tirage au sort pour les finales régionales, le 12 juillet à Frontignan.

Lors des finales régionales, les enfants effectueront un triathlon sur des distances adaptées à l'âge de chacun. Un classement par année de naissance et sexe est annoncé, et le meilleur enfant de chaque année d'âge et sexe est sélectionné pour participer à la grande finale nationale le 13 juillet 2018 à Narbonne.

L'« Association TIGRE » anime l'atelier Triathlon, et propose pour l'étape montpelliéraine :

- Un triathlon Kids : 20 m de natation, 1 km en VTT et 250 m de course ;
- Un relais des Familles : 20 m de natation par enfant, 1 km de course ou marche pour le parent ou le grand-parent ;

Cette manifestation nécessite la signature entre la Ville et l'Association TIGRE, de la convention annexée à la présente délibération.

Celle-ci précisera notamment, les conditions de la mise à disposition à titre gratuit du domaine public de la Ville, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant sera valorisé conformément à la délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Bassin Jacques Coeur : $2\,500\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 425\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à 425 €. Elle devra figurer tant dans le Compte Administratif de la Ville que dans les comptes de l'Association.

Celle-ci vient compléter la subvention de 4 000 € attribuée à l'association TIGRE pour cet événement par délibération du Conseil municipal du 3 avril 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la tenue de l'édition 2018 du Fitdays MGEN autour du Bassin Jacques Cœur ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- D'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 425 € ;
- De dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FITDAYS 19 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage

La manifestation « Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 29, 30 novembre et 1er décembre 2018, et plusieurs sites seront mis en lumière par vidéo mapping ou structures lumineuses et autres performances visuelles.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique, tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite encore cette année permettre des actions de parrainage, afin de faciliter son financement et son organisation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement joint à la présente délibération : il précise les obligations du parrain et les quatre différents niveaux de parrainage avec les contreparties correspondantes.

Il convient donc de valider ledit règlement qui définit les modalités de contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques.

Celles-ci seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

Par ailleurs, le mécénat sera à nouveau proposé cette année aux éventuels prospects intéressés par cette modalité de participation, considérant l'avis favorable reçu par la Direction Générale des Finances Publiques l'an dernier pour le lancement du dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe déléguée à solliciter tout parrainage permettant le financement de l'opération ;
- D'approuver les termes du règlement de parrainage joint en annexe relatif à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » ;
- D'approuver le maintien du dispositif « mécénat » pour l'édition 2018 de Cœur de Ville en Lumières ;
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement de parrainage 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Arts de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire.

L'implantation d'Ateliers d'Art de France Rue de l'Université, la « Nef » ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art chaque année, représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville de Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art.

C'est dans ce cadre que la Nef propose un événement dans le cœur historique où une quinzaine d'artistes se réuniront sur l'Esplanade de l'Agora pour permettre au public de découvrir leur processus créatif.

Peintures, collages, techniques mixtes, les artistes auront une journée, le 26 mai 2018, pour réaliser leurs œuvres.

Les créations seront ensuite mises aux enchères le 2 juin 2018 à la Nef.

Afin de formaliser ce partenariat et les enjeux de mise à disposition gracieuse de l'Espace Public et de prise en charge de la communication relative à l'événement par la Ville, il est proposé de conventionner avec Ateliers d'Arts de France. Les engagements réciproques des deux parties sont les suivantes, détaillées dans le projet de convention annexé à la présente délibération :

- La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition gratuitement l'espace public nécessaire à l'organisation de l'évènement, ainsi que d'en assurer la promotion ;
- Ateliers Arts de France s'engage à assurer l'entière organisation logistique de la manifestation.

Ce projet s'inscrit dans la politique publique de dynamisation des rues de notre cœur historique, car il permettra d'animer la rue de l'Université en renforçant son attractivité commerciale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat ci-jointe entre la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Live Painting 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
 jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Dénominations des voies et espaces publics

Il est proposé de modifier les dénominations des voies et espaces publics suivants sur le territoire de Montpellier :

QUARTIER PRES D'ARENES

Aiguerelles

Les lotissements situés à l'est du quartier des près d'Arènes à proximité du Lez, de part et d'autre du bas de l'avenue du Pont Trinquat ont été conçus dès leur origine en créant des transparences piétonnes entre les différents espaces publics. Afin de faciliter la gestion et l'entretien de ces allées, il est proposé de les dénommer.

- 1) L'allée entre la rue des Bateliers et la rue des Eclusiers est dénommée : **Allée Céphée**
- 2) L'allée entre la rue de la Péniche et l'impasse Galilée est dénommée : **Allée de la Carène**
- 3) L'allée entre la rue Edmond Halley et la rue de la Péniche est dénommée : **Allée de l'Eridan**
- 4) L'allée entre la rue Edmond Halley et l'avenue du Pont Trinquat est dénommée : **Allée Hercule**
- 5) L'allée entre la rue Edmond Halley et l'impasse Johannes Kepler est dénommée : **Allée de l'Hydre**
- 6) L'allée entre l'impasse Johannes Kepler et l'espace vert du lotissement Le Mas est dénommée : **Allée de l'Ocatant**
- 7) L'allée entre cet espace vert et la rue Edmond Halley est dénommée : **Allée de la Grande Ourse**

- 8) L'allée entre cet espace vert et la rue Nicolas Copernic est dénommée : **Allée du Centaure**
- 9) L'allée la plus au nord entre l'impasse Johannes Kepler et l'avenue du Pont Trinquat est dénommée : **Allée du Phénix**
- 10) La deuxième, plus au sud est dénommée : **Allée du sextant**
- 11) L'allée entre l'avenue du Pont Trinquat et la rue des constellations, en face de la rue Edmond Halley, est dénommée : **Allée Pégase**
- 12) L'allée qui relie la rue de Saint Hilaire à la rue du Docteur Jacques Fourcade en longeant le complexe sportif de la Rauze est dénommée : **Allée Andromède**

~

Le programme immobilier situé sur l'allée **Adrienne Bolland (1895-1975) Pionnière de l'aviation** n'est toujours pas habité ; afin de limiter les risques de confusion avec la rue Adrienne Boland (1896-1975) dénommée lors du conseil municipal du 23 décembre 1987, il est proposé de choisir une nouvelle dénomination.

Il est proposé de la renommer :

**Allée Lucie Février-Pascal
(1911-1968)
Juste parmi les Nations**

Lucie Février est née le 30 juillet 1911 à Montpellier et fait ses études au lycée Notre-Dame de la Merci. En 1936, elle accueille chez elle une ressortissante espagnole et sa fille (Josefina et Dolores), républicaines originaires de Bilbao, ayant fui le régime franquiste. Celles-ci resteront jusqu'en 1939. Le mari de Josefina, capitaine au long cours, participe à l'exfiltration de républicains vers le Chili sur le Winnipeg à la demande de Pablo Neruda. A l'aube de la Seconde Guerre mondiale, il craint pour l'avenir des Juifs en Europe et propose à Lucie son bateau et son expérience.

De 1940 à 1944, Lucie, membre de la Croix-Rouge Internationale, crée et dirige le réseau Julien (dit aussi réseau des Républicains espagnols). Elle accueille les Juifs réfugiés clandestins quelques semaines dans le chalet isolé de Rautz, à Ganges, puis les exfiltre vers l'Espagne par Montpellier, Perpignan et Bilbao puis l'Amérique latine, avec l'aide de ce capitaine.

Par l'intermédiaire de l'œuvre de Secours aux Enfants (OSE), elle participe également à l'action de Sabine Zlatin, l'aidant à libérer les enfants internés dans le camp d'Agde pour les acheminer jusqu'à la colonie d'Izieu.

Lucie fait libérer son cousin Roger Paloc, résistant et prisonnier à la villa des Rosiers à Montpellier.

Lucie réalise aussi de faux-papier avec Camille Ernst à la Préfecture de Montpellier.

En 1947, elle rencontre Eleanor Roosevelt, dans le cadre de la Croix-Rouge Internationale. Celle-ci lui demande de participer à l'opération secrète Exodus. En juin 1947, Lucie profite en juillet de l'attention portée sur le tour de France (étape Montpellier-Carcassonne) pour accompagner avec son mari Georges, 4530 réfugiés sur l'Exodus à l'embarquement à Sète.

QUARTIER HOPITAUX-FACULTES

Hôpitaux-Facultés

Dans le cadre de la construction de la Résidence Universitaire Triolet II, un espace public est créé le long de l'avenue Augustin Fliche. Nous proposons de le dénommer :

**Parvis Professeur Georges Marchal
(1920-2013)
Professeur de Médecine**

Le Professeur Georges Marchal, Officier de La Légion d' Honneur, né le 07 juin 1920, décédé le 05 décembre 2013, à l'âge de 93 ans a fait ses études de Médecine à Montpellier. Il sera successivement Interne des Hôpitaux en 1946, Chef de Clinique en 1951, agrégé des Facultés de Médecine, section Chirurgie Générale, en 1955.

Chirurgien des Hôpitaux de Montpellier en 1956, il devient, la même année, Chef du Service de Chirurgie C à l'Hôpital Saint-Eloi. Nommé Professeur Titulaire dans la chaire de Technique Opératoire et Chirurgie Expérimentale en 1959, il crée le Laboratoire de Chirurgie Expérimentale de la Faculté de Médecine de Montpellier en 1960, dans lequel il réalisera, de 1962 à 1972, les recherches qui lui permettront d'être le pionnier des greffes de foie en France. Il réalise la première transplantation hépatique chez l'homme en France le 14 mai 1972. Georges Marchal a élevé la technique opératoire à son meilleur niveau, devenant une référence internationale. Chef d'école, il a formé de nombreux élèves qui ont implanté ce haut niveau chirurgical dans tous les établissements de santé de la région Languedoc-Roussillon. Dernier Professeur Bi-Appartenant il a exercé conjointement au Centre Hospitalo-universitaire et à la clinique Saint-Roch de Montpellier, gardant une grande proximité avec les malades grâce à sa simplicité et un dévouement exemplaire.

Membre Titulaire de l'Académie de Chirurgie, il est Président du 90ème Congrès Français de Chirurgie à Paris en septembre 1988.

**QUARTIER PORT MARIANNE
Port Marianne/ZAC République**

La ZAC Port Marianne République est une ZAC multi sites dont le maître d'œuvre est l'Agence Nicolas Michelin groupée avec l'architecte Montpelliérain Nicolas Boudier. Dans sa partie la plus au nord, se situe un secteur en bordure de l'avenue Nina Simone, d'une superficie de 1 ha 10 environ. Le secteur s'insère dans une zone en cours de mutation, entre constructions neuves ou en cours, espaces en friche utilisés pour du stationnement et bâtiments pavillonnaires. Le site intègre la réalisation récente d'un internat de 200 places pour les lycées Georges Frêche et Jean-François Champollion. Le reste du secteur est occupé par de la végétation en friche, témoin des anciens vergers existants sur le site.

Une allée permet de desservir le nouvel internat, nous proposons de la dénommer :

**Allée Sarah Vaughan
(1924-1990)
Chanteuse de jazz américaine**

Née dans une famille aussi religieuse que musicienne, elle apprend le chant et l'harmonium dans un contexte religieux, au sein de l'Eglise baptiste.

Elle garde la double spécialité (chant et piano), jouant du piano dans l'orchestre de son école et chantant dans les chœurs à l'église ; elle se consacre au chant et gagne le concours d'amateurs du Théâtre Apollo à Harlem. Elle rejoint l'orchestre d'Earl Hines puis l'orchestre moderniste, qui introduit le bebop dans la musique de big band, de Billy Eckstine. Elle est notamment influencée par Charlie Parker et Dizzy Gillespie, alors membres de l'orchestre. Ses qualités vocales au service d'une culture musicale nourrie par le bebop ont fait d'elle l'une des quatre plus grandes chanteuses de jazz, au même titre qu'Ella Fitzgerald, Nina Simone et Billie Holiday.

~

Port Marianne/ZAC Rive gauche

Conçue sous le label "écoquartier" par l'architecte montpelliérain Pierre Tourre, cette ZAC se situe dans le prolongement du quartier Jacques Cœur, à l'occasion de l'avancement des différents programmes qui la

compose, une nouvelle allée est à dénommer, elle relie l'Allée de la Méditerranée qui longe le Lez à la rue Claude LEVI-STRAUSS en croisant la Rue des Justes parmi les Nations. Nous proposons de la dénommer :

**Allée Sœur Emmanuelle
(1908-2008)
"Petite sœur des pauvres"**

Sœur Emmanuelle, née Madeleine Cinquin le 16 novembre 1908 à Bruxelles (Belgique) et morte le 20 octobre 2008 à Callian (Var, France), souvent surnommée la « petite sœur des chiffonniers » ou « petite sœur des pauvres », est une enseignante, religieuse et écrivain franco-belge, naturalisée égyptienne en 1991.

Connue pour ses œuvres caritatives en Égypte auprès des enfants et des plus démunis, elle est un symbole, dans l'opinion française, de la cause des déshérités. Née d'une mère belge et d'un père français, elle possède ces deux nationalités. En 1991, le président Moubarak lui a accordé la nationalité égyptienne en remerciement de son œuvre au Caire.

À son entrée chez les religieuses de Notre-Dame de Sion, elle prend le nom de Sœur Emmanuelle mais se fait appeler Mère Emmanuelle par ses élèves. C'est sous ce nom qu'elle se fait connaître des médias et devient très populaire dans l'opinion publique, apparaissant régulièrement en tête des classements des personnalités préférées des Français. Elle sera notamment distinguée au rang de Grand officier de la Légion d'honneur en France et Grand officier de l'ordre de la Couronne en Belgique.

QUARTIER CROIX D'ARGENT**Croix d'Argent**

La rue Lino Ventura a été prolongée jusqu'à la rue Raimon de Trencavel à l'occasion de la réalisation d'un programme immobilier, il est proposé de dénommer cette extension :

**Allée Léonie Bras
(1887-1967)
Vigneronne**

Témoins de l'évolution urbaine du quartier de la Croix d'Argent qui a vu en moins d'un demi-siècle ce quartier de Montpellier passer d'une zone viticole en une zone urbaine. Léonie Bras née Assié et son mari Marius étaient les exploitants du domaine viticole de la Croix d'Argent. Madame Bras a piloté avec son voisin Monsieur Astray, au sein de l'association des « Riverains de la Croix d'Argent », l'électrification du quartier jusque-là éclairé à la lampe à huile.

~

Estanove / EAI

Correction d'une erreur matérielle, la rue Laurent François est dénommée de la manière suivante :

**Rue Laurent François
(1931-1954)
Première victime de
L'insurrection algérienne**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Fiches de localisation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

Le CCAS de Montpellier, disposant de quatre appartements disponibles, deux à proximité de l'EHPAD Bélorgeot, un dans l'enceinte de l'EHPAD Gauffier, et un dans l'enceinte de l'EHPAD Laroque, souhaite expérimenter une nouvelle affectation de ces logements au profit d'un projet intergénérationnel entre étudiants et résidents des Etablissements Pour Personnes Agées Dépendantes. Cette expérimentation permettra aussi de valoriser le patrimoine du CCAS.

Les appartements seront mis à disposition sous forme de colocations à des étudiants ayant des connaissances ou expériences en milieu gérontologique ou encore qui se destinent aux professions que l'on rencontre en EHPAD.

Chaque étudiant colocataire proposera une partie de son temps libre pour participer à une animation collective ou partager un moment avec un résident (ciné-club, lecture du journal, sorties...).

La mise à disposition se fera à la valeur locative du marché, diminuée de 20% en raison de la précarité de l'occupation.

Comme le prévoit l'article L2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux appartenant à ces établissements et mettent ces locaux à la disposition de particuliers ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le changement d'affectation des appartements au sein du Mas Bel Juel, EHPAD Gauffier et EHPAD Laroque ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à ce dossier,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

**Crèche municipale Henri Salvador
Cession du contrat de délégation de service public de la Société ' Les Petits
Chaperons Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS '
à la société ' LPCR DSP Montpellier '**

Par délibération du 03 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion de la crèche Henri Salvador et autorisé la signature du contrat. Le contrat de délégation de service public a été notifié le 24 novembre 2017.

La Ville de Montpellier a ainsi confié à la société « Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS » l'exploitation du service par convention de délégation de service public pour une durée de cinq ans et sept mois à compter du 1er janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire s'est engagé à créer, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification du contrat, une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat.

Pour répondre à cet engagement, la société « LPCR DSP Montpellier », société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros, a été immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 821 079 1342. Le siège social est situé au 6 Allée Jean Prouvé, 92 110 Clichy.

Il convient donc d'établir un avenant de cession de la convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri Salvador vers la société « LPCR DSP Montpellier », qui s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations de la convention initiale concernant la délégation de service public pour la crèche Henri Salvador.

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à l'Enfance de signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
 jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
 délibérations du Conseil
 municipal de la Ville de
 Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
 Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
 assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
 Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
 Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat Ville - Association ' Jouons en Ludothèques ' pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles

Dans le cadre sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2015-2018.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la CAF et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe déjà au fonctionnement de huit LAEP associatifs, les modalités financières de ces participations sont prévues dans les conventions de partenariat.

L'association « Jouons en ludothèques », qui gère déjà deux LAEP sur la commune de Montpellier, a le projet d'en ouvrir un nouveau dans le quartier Gély-Figuerolles à l'horizon de septembre 2018. Il sera ouvert tous les jeudis après-midis et son accès sera gratuit pour ne pas freiner les familles les plus précaires économiquement. Pour cette activité, l'association bénéficiera d'une salle mise à disposition par la Maison pour tous « Albertine Sarrazin », située en plein cœur du parc de la Guirlande.

L'association sollicite donc l'aide de la Ville pour son fonctionnement. Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que ce projet pourra apporter à ces familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin d'un LAEP sur ce territoire. Il œuvrera ainsi à favoriser la mixité sociale en instaurant du lien entre les familles de la Cité Gély et du quartier Figuerolles. De plus, il participera à la mise en œuvre du projet social de la Maison pour Tous « Albertine Sarrazin » dans le cadre de son agrément Centre Social accordé par la Caf de l'Hérault à compter du 1er janvier 2018.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière de la Ville pour le fonctionnement de ce LAEP. Le montant de l'aide proposée, évalué à 5 040 € par an, a été défini sur la base d'un budget prévisionnel prévoyant des séances hebdomadaires de 4 heures.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire du LAEP Gély / Figuerolles sont précisées dans une convention de partenariat signée entre la Ville et l'association « Jouons en ludothèques » qui sera conclue à compter du 1^{er} septembre 2018. Elle se terminera au 31 décembre 2018, date de fin du CEJ 2015-2018. Cette convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du CEJ suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1er janvier 2019.

Cette action sera inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat ci-jointe qui prévoit les modalités de financement du LAEP Gély / Figuerolles ;
- de prévoir le financement municipal de cette nouvelle action, créée au titre d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, sous réserve du vote annuel du budget de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat Ville association jouons en ludothèques LAEP Gély Figuerolles

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice
2018**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

o Dans le cadre de la thématique ENFANCE:

Code	Structure	Type	Montant
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement	4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 500 €;

- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité des établissements de la petite enfance en 2018 Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de sa politique en faveur de la petite enfance, la Ville de Montpellier effectue des travaux en application de la circulaire ministérielle 2016/261 du 17/08/2016 relatifs à la sécurisation des abords et aux contrôles des accès dans les crèches, haltes garderies, et jardins d'enfants de la Ville. Cette année une somme de 194 000 € TTC est inscrite au BP 2018 de la Ville.

Ces travaux constituent une première tranche, ils permettront d'adapter l'enceinte des équipements d'accueil du jeune enfant (EAJE) conformément aux exigences de la circulaire ministérielle.

Le programme de cette tranche de travaux prévus en 2018 portera sur les actions suivantes :



- Mise en place de clôtures aveugles de 1,80m de hauteur visible du domaine public, sur les sites suivants :

- o Blanche Neige/Mary Poppins
- o Thérèse Sentis
- o L'Oustal Dou Caganis
- o Pinocchio/Ile au trésor
- o Pichot Nanet

- Mise en place de barreaudage sur les menuiseries donnant sur la rue, sur les sites suivants :

- o Blanche Neige/Mary Poppins
- o Thérèse Sentis
- o L'Oustal Dou Caganis
- o Pinocchio/Ile au trésor
- o Pitchot Nanet

- Mise en place de visiophones aux entrées. Site Odysseum.

Ces travaux conséquents seront confiés aux entreprises titulaires d'un marché à bon de commande. Ils seront réalisés pendant la période d'ouverture des établissements grâce à la mise en place d'un plan de prévention des risques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 904 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;



- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

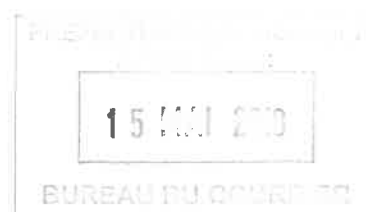
Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

**Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant-
Approbation et demande de subventions**

Dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2018 des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 360 833,33 € HT soit 433 000 € TTC.

En outre, dans le cadre de la sécurisation des établissements de la petite Enfance face au risque intrusion/attentat, une circulaire ministérielle du 17 août 2016 a défini l'ensemble des dispositifs à mettre en place face aux situations d'urgence particulière pouvant toucher la sécurité des établissements d'accueil du jeune enfant ou des établissements relevant de la protection de l'enfance. A cet effet, des travaux de mise en sûreté dans divers établissements seront effectués dans le courant de l'année 2018, pour un montant de 161 666,67 € HT soit 194 000 € TTC.

Ainsi, le montant total des travaux prévus s'élève à 522 500,00 € HT soit 627 000,00 € TTC. Ils permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours rénovés et sécurisés.

Le programme des principaux travaux prévus en 2018 est constitué des opérations suivantes :

Etablissement	Libellé	Montant HT	Montant TTC
Crèche Antigone	Réfection sanitaire des moyens	29 166,67 €	35 000,00 €
Crèche Blanche Neige	Réfection sanitaire des moyens	33 333,33 €	40 000,00 €
Crèche Agropolis	Réfection de la façade arrière de la crèche	6 666,67€	8 000,00 €
Crèche les Sept Nains	Réfection sanitaire des grands, remplacement fenêtres et rideaux	48 333,33 €	58 000,00 €
Halte-garderie La Maison des Enfants	Réfection sol section Tournesol, cour sol souple	10 000,00 €	12 000,00 €
Halte-garderie Les Bouton d'or	Réhausse des poignées de portes et portillon	3 333,33€	4 000,00 €
Halte-garderie André Chamson	Rénovation peinture 5 pièces	6 666,67€	8 000,00 €
Halte-garderie Les chats bottés	Peinture grille poubelle	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Les Copains d'Abord	Déplacement portillon cour	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Europa Assas	Rénovation vestiaire, peinture Tournesol	5 000,00 €	6 000,00 €
Halte-garderie L'Oustal Dou Caganis	Création table à langer	1 666,67€	2 000,00 €
Crèche Galineta	Rénovation huisseries, réaménagement biberonnerie, caches radiateurs	10 833,33€	13 000,00 €
Crèche Louise Guiraud	Remplacement des stores bannes	22 500,00 €	27 000,00 €
Halte-garderie Mowgli	Création d'un dortoir	8 333,33 €	10 000,00 €
Halte-garderie Pitchot Nanet	Rénovation section bébés, dortoirs	1 666,67 €	2 000,00 €
Halte-garderie Mary Poppins	Modification barrière cour bébés	2 500,00 €	3 000,00 €
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation, peinture et stores	18 916,67 €	22 700,00 €
Crèche Cleonice Pouzin	Store lingerie	1 916,67 €	2 300,00 €
Ram Odysseum	Protection menuiserie extérieures	2 083,33 €	2 500,00 €
Crèche Robin des Bois	Peinture section des grands	1 416,67 €	1 700,00 €

Crèche Petite Sirène	Porte coulissante lingerie	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Rénovation dortoir des bébés, plafond rafraichissant	10 416,67 €	12 500,00 €
Crèche Tom Pouce	Remplacement store préau	12 500,00 €	15 000,00 €
Divers Etablissements	Pose préau	5 833,33 €	7 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux confort thermique	17 750,00 €	21 300,00 €
Divers Etablissements	Travaux non affectés	57 500,00 €	69 000,00 €
Divers Etablissements	Extracteur d'air et rehausses pour matériel ménager lingerie, office	10 833,33 €	13 000,00 €
Divers Etablissements	Remplacement de fenêtres et de baies vitrées	4 166,67 €	5 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux sécurité incendie	25 000,00 €	30 000,00 €
Divers Etablissements	Sécurisation anti-attentats	161 666,67 €	194 000,00 €
Total travaux globalisés		522 500,00 €	627 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2018, section investissement, chapitre 904 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce

Par délibération n°V2018-016 du Conseil Municipal en date du 2 février 2018, la collectivité s'est portée acquéreuse de 4 emplacements sur le marché municipal Comédie, n°5, 13, 15 et 16.

Cependant, Mme POITOU-WEIGEL Michèle titulaire de l'emplacement n°15 a depuis renoncé à la vente de son fonds de commerce par lettre recommandée en date du 12 mars 2018.

Par ailleurs, M. PINOLI Guy, un commerçant titulaire d'une autorisation d'occupation sur le marché Comédie depuis plus de trois ans, a manifesté son souhait de vendre son fonds de commerce. Il est donc proposé que la collectivité se porte acquéreur de cet emplacement.

M. PINOLI Guy est commerçant non sédentaire sur le marché Comédie du mardi au samedi. Il est titulaire de l'emplacement n° 2. Il habite au 39 rue de Mirepoix 34070 MONTPELLIER.

Compte tenu de son ancienneté, du nombre de tenue de marchés, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'équipement y afférant, la valeur du fonds de commerce est estimée à 45 000 € net vendeur.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'annuler l'acquisition du fonds de commerce de Madame POITOU-WEIGEL Michèle au prix de 45 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°15 ;
- d'acquérir le fonds de commerce de Monsieur PINOLI Guy au prix de 45 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°2 ;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition et à la prise en charge de tous les frais sur le budget de la Ville, programme action foncière ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du kiosque Dionysos, kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/restauration rapide situé place Dionysos, a été lancé par la Ville au mois d'octobre pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 3 novembre 2017, trois dossiers ont été déposés par M. Bernard SABAU et Thibaud DELETRAZ, M. Mourad SAJID, M. Hervé LIMA.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Mourad Sajid, professionnel confirmé de la restauration est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant l'ensemble des critères fixés : gamme de produits « classique » en restauration et tarifs adaptés à la clientèle, projet en adéquation, prévisionnel financier réaliste, investissements prévus sur la durée de la convention.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 6 600 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

Compte tenu de l'état dégradé des kiosques nécessitant des travaux à réaliser par le propriétaire, estimés par la Ville à 13 000 € HT, une exonération dans la limite de ce montant pourra être accordée sous réserve de la production des factures acquittées et constatation des travaux effectués par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider l'attribution de la convention d'occupation du kiosque Dionysos à usage de vente à emporter/restauration rapide à M. Mourad SAJID, dans les conditions précisées ci-dessus,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire (**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Affaires économiques,
Commerce et Artisanat**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

**Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de
Gaulle**

Par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 2011, la Ville a désigné la S.A.R.L « Le Contexte » représentée par M. Fabien RUIZ, concessionnaire de la convention d'occupation du kiosque n°1 situé Allée Paul Boulet.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de novembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature, le 15 décembre 2017, trois dossiers ont été déposés par MM. SABAU et DELETRAZ, M. Fabien RUIZ et M. Karimi SAIFELLAH.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet

- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Fabien RUIZ a été analysé comme le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, cohérence du projet, ainsi que la proposition d'investissements incluant un réaménagement extérieur et intérieur.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 24 400 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renouveler l'attribution de l'occupation du kiosque n°1 à Monsieur Fabien RUIZ pour une durée de 6 ans,
- D'approuver le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention kiosque 1.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpellierain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

La Culture scientifique et technique, le Pluri discipline ainsi que le Spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 10 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 35 700 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE			
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER – ASLM	Fonctionnement	4 500
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER – ASLM	Projet	2 000
PLURI DISCIPLINES			
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	3 000
254	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY - UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement	3 000
SPECTACLE VIVANT/Musique			
1765	JAZZ A TOUS LES ETAGES	Projet	2 000
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE ANNE	Projet	5 000
2621	MAISON 2 LA CHANSON	Projet	3 000
4311	TOUT A FOND	Fonctionnement	4 000
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	4 000
SPECTACLE VIVANT / Théâtre			
532	ATHOME	Projet	700
6946	QUARTIER GARE	Fonctionnement	4 500
TOTAL			35 700

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 pour un montant total de 35 700 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

Mme Nicole LIZA, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2018
- Convention Projet 2018
- Lettre d'engagement type 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior

La Ville de Montpellier ambitionne que son théâtre municipal offre une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre de Montpelliérains.

Dans cet objectif de politique culturelle d'un théâtre ouvert, s'inscrit l'attraction de nouveaux publics issus du quartier de la Mosson au Théâtre Jean Vilar. Il est ainsi souhaité la construction d'une programmation et d'actions culturelles en collaboration avec des acteurs culturels qui mobiliseront leurs compétences au profit des habitants de ce quartier.

L'Opéra et Orchestre National de Montpellier, fidèle à sa mission de rayonnement, se produit au-delà de ses murs. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra et Orchestre programme ainsi des concerts dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons... et accueille des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts. Il cherche à créer du lien social qui favorise la citoyenneté grâce à la musique.

Dans ce cadre, une mise à disposition à titre gratuit du Théâtre Jean Vilar a été sollicitée pour trois représentations du spectacle *Idriss ou la fête interrompue* dans le cadre d'Opéra Junior, du 4 au 8 juin 2018. Compte tenu de l'intérêt culturel représenté par ce projet, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Le montant valorisé de cette mise à disposition est de 5 380 Euros, conformément aux tarifs 2018 de location du théâtre approuvés par délibération n° V2017/452 du 21 décembre 2017. Cette somme sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes de l'association.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'Opéra Orchestre National de Montpellier, à titre gratuit,
- De dire que la valorisation de cette mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar sera considérée comme une subvention en nature, et inscrite comme telle dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes du bénéficiaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

M. Guy BARRAL, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

**Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean
Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette**

La Ville de Montpellier souhaite permettre aux habitants de l'ensemble des quartiers de la Ville d'accéder à une programmation culturelle diverse et variée.

Le Domaine d'O offre au travers de la programmation du festival jeune public Saperlipopette une série de spectacles gratuits. En prolongement du festival, certains spectacles partent « En voyage dans la métropole ». Il est donc proposé d'accueillir un spectacle de cette tournée à Montpellier dans le quartier de la Mosson.

Pour ce faire, une mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du Théâtre Jean Vilar a été sollicitée pour une représentation du spectacle *Le Dompteur de Sonimaux*.

Compte tenu de l'intérêt culturel de cette manifestation, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande. Conformément aux tarifs de location 2018 du théâtre Jean Vilar approuvés par délibération n° V2017/452 du 21 décembre 2017, le montant valorisé de cette mise à disposition est de 1725 Euros.

Cette mise à disposition constitue une subvention en nature et sera, à ce titre, inscrite au compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes de l'EPIC du Domaine d'O.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O pour une représentation dans le cadre du festival Saperlipopette ;
- De dire que cette mise à disposition constitue une subvention en nature et sera valorisée comme telle au compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

M. Fabien ABERT, Mme Lorraine ACQUIER, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

Excusés : Jean-Marc DI RUGGIERO, Patrick VIGNAL.

Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018

Dans le cadre de l'opération d'aménagement NOUVEAU SAINT ROCH confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, la SERM souhaite réaliser un emprunt de 3 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SERM a obtenu auprès du Crédit Coopératif, un emprunt aux caractéristiques suivantes :

- o Capital emprunté : 3 000 000 €
- o Durée : 4 ans
- o Différé d'amortissement : 1 an
- o Taux fixe : 0.30%
- o Périodicité trimestrielle
- o Amortissement progressif
- o Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- o Frais de dossier : 0.2% soit 6 000 €
- o Souscription au capital du Crédit Coopératif : 0.5% du montant emprunté soit 15 000 € (2/3 en parts rémunérées, 1/3 en parts A)
- o Exemption de commission d'engagement
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès du Crédit Coopératif à hauteur de 2 400 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention grantie d'emprunt

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018

Dans le cadre de l'opération d'aménagement ZAC du Coteau confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 12 171 706 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SA3M a obtenu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'emprunt suivant :

- o *Capital : 12 171 706 €*
- o *Durée totale : 10 ans*
 - *Durée de préfinancement : 36 mois*
 - *Durée de la phase d'amortissement : 7 ans*
- o *Périodicité des échéances : annuelle*
- o *Taux : taux livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60% (révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%)*
- o *Règlement des intérêts de préfinancement : capitalisation*
- o *Amortissement prioritaire avec échéance déduite*
- o *Taux de progressivité de l'amortissement : 0%*
- o *Modalité de révision : simple révisabilité*

- o *Garantie de la Ville de Montpellier : 80% (capital et intérêts capitalisés)*
- o *Caution 20 % : Caisse Epargne Languedoc Roussillon (capital et intérêts capitalisés)*
- o *Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé*
- o *Commission d'instruction : 7 300 €*

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 12 171 706 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention SA3M Garantie d'emprunt

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 9,11% du capital soit 3 122 actions et occupe 1 poste au Conseil d'Administration de la société.

La société TaM exploite pour le compte de la Ville la délégation de service public du stationnement sur voirie.

Le Conseil d'administration de la société, souhaite proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts sur 2 points :

- Extension de l'objet social pour intégrer l'activité de Centre de Formation des Apprentis (CFA) ;
- Mise en conformité avec la loi Rebsamen instituant le poste d'administrateur salarié.

1) Création d'un CFA

Le Conseil d'Administration de TaM du 25 octobre 2016 avait proposé d'étudier le projet de création d'un CFA afin de permettre d'aborder l'ensemble des compétences requises et attendues en proposant un parcours de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

La Région Occitanie a autorisé formellement la création de ce CFA lors d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 13 octobre 2017.

En effet, les besoins en recrutement sur les métiers multidisciplinaires de la conduite et du transport ont été identifiés comme essentiels pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la SAEML TaM. La polyvalence des métiers qui allie conduite, sécurisation, contrôle, régulation et exploitation, demande des exigences en qualification qui s'amenuisent d'année en année.

Le CFA, d'une capacité d'accueil de 30 apprentis permettra en deux ans de dispenser un titre professionnel de conducteur du transport routier interurbain de voyageurs avec deux modules complémentaires de contrôle de la réglementation et conduite des tramways. Les premières sessions de formation sont envisagées en septembre 2018. La durée de la convention conclue avec la Région Occitanie est de 5 ans renouvelable.

2) Administrateur salariés

En application de l'article L. 225-27-1 du Code de Commerce (issu de la Loi « Rebsamen » du 17 août 2015) les sociétés qui emploient, à la clôture de deux exercices consécutifs au moins 1000 salariés permanents dans la société et ses filiales, ont l'obligation d'indiquer dans les statuts que le conseil d'administration comprend, outre les administrateurs classiques, des administrateurs représentant les salariés.

Le poste d'administrateur salarié sera désigné par le comité d'entreprise, ce dernier ayant émis un avis favorable à l'unanimité sur la proposition de désignation présentée lors de la séance du 31 janvier 2018.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications statutaires instituant le poste d'administrateur salarié et l'extension de l'objet social aux activités du CFA ;
- d'autoriser Mme Mylène CHARDES représentante de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de statuts

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement	ANIMATION COLLECTIVE FAMILLE	10 000 €
64	ADAGES	Fonctionnement	PARENTHÈSE	5 000 €
64	ADAGES	Fonctionnement	ESPACE DE VIE SOCIALE	2 000 €
6773	GROUPEMENT DES	Projet	SOUTIEN A	2 000 €

	EDUCATEURS SANS FRONTIERES		L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS LANGUE D'INTEGRATION	
TOTAL				19 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Exclusion:

Code	Structure	Type	Montant
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Solidarité :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6374	MOSAIQUE DES HOMMES ET DES JARDINS	Projet	ANIMATION ET COORDINATION D'ATELIER JARDINS ADAPTES AUX RESIDENTS DE 4 EHPAD DU CCAS	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Handicap :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1734	MUSIKA	Projet	4EME FESTIVAL HANDIMUSIQUE	500 €
4365	HANDIC'ART	Projet	HANDIC'ART FETE SES 20 ANS	500 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	JOURNEE HANDI-CITOYENNE	3 000 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Projet	ESPACE JEUNESSE QUARTIER LEMASSON	3 500 €
64	ADAGES	Projet	LE FRANÇAIS AU QUOTIDIEN COMME VECTEUR D'INTERGRATION	4 000 €

			QUARTIER LEMASSON	
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 43 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) est en vigueur depuis le 24 mai 2016. Ce RGPD, qui remplace les lois nationales telles que la loi informatique et libertés en France, unifie la protection des données et facilite la libre circulation des données dans les 28 états membres de l'Union Européenne.

Son entrée en application est fixée au 25 mai 2018 et a pour conséquence la disparition de la fonction de Correspondant Informatique et Liberté (CIL), aujourd'hui facultative, pour évoluer vers l'obligation de création de la fonction de Délégué à la Protection des Données (DPD) (art.37 du RGPD).

L'article 37 de ce règlement précise que : « *Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est une autorité publique ou un organisme public, un seul délégué à la protection des données peut être désigné pour plusieurs autorités ou organismes de ce type, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille* ».

Depuis 2006, la Ville de Montpellier a désigné en son sein un CIL afin de l'assister dans l'application des dispositions de la loi Informatique et Libertés. Le CIL a en particulier aidé les services dans l'analyse et la caractérisation des traitements automatisés de données nominatives, dont il a dressé et tenu à jour une liste mise à disposition de la CNIL. Il a plus généralement accompli une mission d'information et de contrôle du respect des droits d'information, d'accès, et d'opposition des personnes concernées par les traitements nominatifs, et de suivi des évolutions de la législation sur les données nominatives.

Les compétences ainsi acquises correspondent à celles également attendues du futur DPD pour l'exercice de ses missions d'information et de conseil des responsables de traitement, de diffusion d'une culture informatique et libertés, de contrôle du respect du RGPD et de coopération avec la CNIL. Elles doivent lui permettre également de travailler en lien avec les référents pour la protection des données à désigner au sein des services informatiques (CCAS et Métropole), qui informeront le DPD des projets de création de traitement nominatifs, veilleront avec lui à la prise en compte des principes du RGPD dans la conception et l'utilisation des traitements nominatifs, et lui soumettront les études d'impacts réalisées en vue de leur création.

Dans le cadre de ces évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole engagée sous l'impulsion du Maire-Président, il paraît opportun qu'un DPD commun soit désigné afin de disposer d'une vision transversale, d'assurer une mise en application harmonisée du RGPD entre les trois entités, et de poursuivre la professionnalisation de la protection des données personnelles.

Sur ce principe et en vertu de l'article 37 du RGPD, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont choisi de recourir à une convention de prestation de service au bénéfice de la Métropole.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 10% de son temps de travail.

Sur ce même principe et au vu de la nouvelle réglementation des marchés publics et plus précisément de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le CCAS de Montpellier en tant que personne morale contrôlée peut attribuer les prestations du DPD via un contrat de quasi-régie (ou « in house ») à l'entité qui la contrôle à savoir la ville de Montpellier. Ainsi la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont choisi de recourir à une convention de quasi-régie au bénéfice du CCAS.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 4% de son temps de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole annexée à la présente délibération,
- D'approuver la mise en œuvre de la convention de quasi-régie (ou « in house ») entre la Ville de Montpellier et le CCAS également annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire .**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION VILLE CCAS

- CONVENTION VILLE 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Séverine SCUDIER.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Suite à sa démission du Conseil municipal, il est proposé de remplacer Monsieur Thibault RASSAT au sein des organismes suivants :

- Le Comité de la Caisse des Ecoles ;
- La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges ;
- La Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules ;
- La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine ;
- L'association MEDIA FORMA SUD ;
- L'association APERCABLE.

D'autre part, afin d'être en conformité avec les statuts universitaires, il convient de nommer un élu titulaire ainsi qu'un suppléant de même sexe au sein du Conseil de la Faculté d'Economie de Montpellier (Université de Montpellier).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- De procéder à la désignation des représentants de la Ville et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :**Comité de la Caisse des Ecoles**

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de ce comité sont désormais :**Titulaires :**

- Jean-Luc COUSQUER
- Sonia KERANGUEVEN
- Nicole LIZA
- Patrick RIVAS
- Samira SALOMON

Suppléants :

- Guy BARRAL
- Daniel BOULET
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Vincent HALUSKA
- Séverine SCUDIER

Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette commission sont désormais :**Titulaires :**

- Philippe SAUREL
- Stéphanie JANNIN
- Max LEVITA
- Marie-Hélène SANTARELLI
- Abdi EL KANDOUSSI
- Isabelle MARSALA
- Bernard TRAVIER
- Maud BODKIN
- Gérard CASTRE
- Patricia MIRALLES
- Guy BARRAL
- Annie YAGUE

- Fabien ABERT
- Lorraine ACQUIER
- Jean-Luc COUSQUER
- Titina DASYLVA
- Rabii YOUSSEUS
- Chantal MARION
- Pascal KRZYZANSKI
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- Sauveur TORTORICI
- Sonia KERANGUEVEN
- Jérémie MALEK
- Sabria BOUALLAGA
- Robert COTTE
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Christophe COUR
- Valérie BARTHAS-ORSAL
- Henri de VERBIZIER
- Chantal LEVY-RAMEAU
- Jean-Marc Di RUGGIERO
- Caroline NAVARRE
- Jean-Pierre MOURE
- Julie FRECHE
- Mustapha MAJDOUL
- Patrick VIGNAL
- Véronique PEREZ
- Jacques DOMERGUE
- Anne BRISSAUD
- Véronique DEMON
- Gérard LANNELONGUE
- Perla DANAN
- Nancy CANAUD
- Christian DUMONT
- Djamel BOUMAAZ
- Robert BEAUFILS

Suppléants :

- Mylène CHARDES
- Cédric de SAINT JOUAN
- Luc ALBERNHE
- Sophia AYACHE
- Patrick RIVAS
- Samira SALOMON
- Rémie ASSIE
- Dominique MARTIN-PRIVAT
- Vincent HALUSKA
- Nicole LIZA
- Henri MAILLET
- Séverine SCUDIER
- Michael DELAFOSSE
- Françoise BONNET

- Hervé MARTIN
- Clare HART
- Ales LARUE
- Audrey LLEDO
- Daniel BOULET

Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette commission sont désormais :

- Maud BODKIN
- Daniel BOULET
- Titina DASYLVA
- Max LEVITA
- Annie YAGUE

Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette société sont désormais :

- Daniel BOULET
- Pascal KRYZANSKI
- Max LEVITA (Conseil d'Administration+ Assemblée Générale)
- Patrick RIVAS
- Sauveur TORTORICI

L'association MEDIA FORMA SUD

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont désormais :

- Sonia KERANGUEVEN, titulaire
- Daniel BOULET, suppléant

L'association APERCABLE

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville au sein de cette association sont désormais :

- Daniel BOULET
- Max LEVITA

Conseil de la Faculté d'Economie de Montpellier (Université de Montpellier)

Marie-Hélène SANTARELLI (titulaire) en remplacement de Caroline NAVARRE.

Caroline NAVARRE (suppléante) en remplacement de Thibault RASSAT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.